

N° 52 - 5,00 FF

Semaine du 5 au 11 mars 1982

Le Monde

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

AU-DELA D'ISRAEL:

Verra-t-il la Palestine ?

Canada CDN \$ 1.95 • Côte d'Ivoire 250 CFA • Maroc 3,50 DH • Tunisie 400 M • Suisse 2 F.S.



A LA UNE :

**Au-delà d'Israël
Mitterrand verra-t-il
la Palestine ?** Pages 3 et 4

ICI ET LA :

**Les marchands ambulants
Africains :**

La quadrature du cercle Page 5

**LA FASTI appelle à la
régularisation de tous les
clandestins** Page 6

**Bassens : Les poseurs de
bombes récidivent** Page 7

**Foyer : une liberté
chèrement payée ?** Page 8

SUD-SUD :

**La Tunisie à la recherche
d'un souffle** Page 9

**Un autre espoir au
Guatemala : une révolution
au visage Indien** Page 10

**Amérique Centrale :
Reagan distribue des
millions** Page 12

CULTURE :

**L'Impératrice Africaine
fête ses 50 ans** Page 15

**A l'écoute des traditions
musicales** Page 16

sans frontière

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBLAID
Joël BOULARD
Abdel BOUAKRA
Said BOUZIRI
Peira CAVA
Méjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMAN
Maria KALALOBÉ
Daniel LACERDA
Mustapha MOHA
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA

Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJOHEYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Eduardo OLIVARES
PACO
Leïla SEBBAR
Marc WEITZMAN
Hassan ZEROUAL
Fowzia ZOUAOU

PUBLICITE

Habib ARFAOUI
Leïla HADAD

ABONNEMENTS

Ali MAJRI
NOURREDINE

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris.
Tél. 278 44 78.

Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Fron-
tière » : Louis Gallimardet.

Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »

Directeur de publication : Khali Hammoud

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

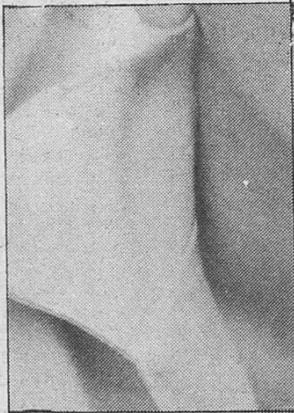
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3^e

Imprimerie Voltaire-Impression. Montreuil.

**Il paraît
qu'S.F. paraît**

Monsieur,*
Je lis depuis quelques mois votre journal et c'est la première fois que j'éprouve le besoin de vous écrire. Pourquoi ? NON pour vous parler d'un article en particulier, non pour critiquer un sujet (bien qu'une bonne critique peut servir !), non pour paraître dans votre rubrique « courrier », mais simplement pour vous saluer et vous encourager. Je suis un ancien étudiant marocain, fils d'immigré qui est en France depuis vingt ans. J'ai fini mes études et je suis à la recherche de mon premier emploi (je suis technicien de labo). J'ai fait mes études à Toulouse, et j'ai rencontré beaucoup de gens dans le milieu étudiant avec qui l'on parlait souvent de racisme, d'antisémitisme, des travailleurs immigrés, des droits de l'homme, etc ... Habitant un tout petit village de Dordogne, je me trouve maintenant isolé, et les contacts « fructueux », les discussions animées ne manquent car ici tout le monde travaille, et personne n'a de temps à accorder à un jeune pour discuter. Les autres jeunes me direz-vous ? Les uns traînent et ne s'intéressent qu'aux plaisirs de ce bas monde, les autres plus sérieux, travaillent mais n'ont jamais été étudiants, et les discussions sérieuses les mettent mal à l'aise.

Alors voilà, c'est dans votre journal que je puise quelques informations qui me laissent parfois sur ma faim, car j'ai toujours envie d'approfondir tel ou tel sujet qui mérite réflexion.



Je voulais vous féliciter pour le travail que vous faites, car dans ce monde dévorant des médias où les plus gros essaient par tous les moyens légaux ou moins légaux, de s'approprier des « trusts » et de monopoliser la culture, vous survivez et vous allez de l'avant pour essayer dans la mesure du possible d'informer une minorité et de sensibiliser la majorité. Bon courage à toute votre équipe et dites bien à toute votre rédaction que même en province, dans des tous petits bourgs, il y a des gens qui s'intéressent de près à ce que vous faites, qui vous soutiendront toujours pour la défense de certains droits, et qui ont mal au ventre quand une de vos parutions est annulée par faute de moyens.

Votre journal est connu



parfois par l'intermédiaire de vos lecteurs. Voici une anecdote qui m'est arrivée : dans ce petit village de 6 000 habitants il y a deux kiosques. Ils ne connaissent pas votre journal et à chaque fois on me disait qu'il n'était pas paru (alors qu'en réalité il était inconnu chez eux !) J'allais donc souvent à Brive qui est bien desservi mais dont il est difficile de se procurer SF (Sur

cinq kiosques, un seul le vend).

Donc dans mon petit bourg, à chaque fois que j'entre dans le kiosque on me dit « SF n'est pas encore paru ! ». Si bien qu'un jour, je leur ai montré un de vos numéros et ils m'ont promis de le commander dorénavant rien que pour moi. Vous voyez ! Ces gens-là maintenant savent que SF existe et qu'il défend les droits de l'im-

**Méditation
intime ...**

Chers amis

Je m'occupe d'un centre d'alphabétisation pour travailleurs immigrés à l'A.S.T.M. de Montpellier. J'aurais voulu que vous insériez dans votre journal, (à vous d'en fixer la forme et l'endroit) deux textes. Le premier est proposé par un formateur français maladroit, le second est la réponse d'un travailleur immigré, rédigé dans l'intimité de sa chambre.

Voici le texte de l'enseignant : « Mon ami est parti en Algérie avec une 4L. Cette dernière était trop vieille et n'a pas supporté le voyage. Elle a rendu l'âme sur une route trop accidentée (...) Mon ami est revenu à

pied ».

Voici ce que ce texte a inspiré à Zerif M. lorsqu'il arrive chez lui.

« Oui, Monsieur, je vous réponds à votre question. Mon ami est parti en France, bon santé encore jeune âgé de 22 ans. Cette dernière était tué par plusieurs balles, il a été retourné de leur son pays dans un cercueil (...)

Pourquoi cette politique ?

Parce que dans ce pays, il n'y a pas la sécurité de les étrangers, aucun défenseur pour les travailleurs migrants »

« Voilà le seul plaisir de France » (...)

Voilà comment un texte à priori, innocent, interpelle la conscience d'un travailleur immigré.

En attendant qu'ils fassent leur propre irruption sur le champ de l'expulsion, salutations militantes.

BACHIR D. A.S.T.M.
Montpellier

migration et du Tiers-Monde).

Une petite proposition, j'aurais beaucoup aimé que vous fassiez des articles concernant un problème spécifique : je m'explique. Sur un sujet, vous pourriez développer une thèse d'un scientifique, d'un philosophe et conclure sur une approche journalistique c'est à dire plus près des gens. Ce qui manque (pour moi bien sûr) ce sont des genres de dossiers à période régulière (tous les deux ou trois numéros) développant des études et des théories parfois contradictoires. Ainsi, avec plusieurs éléments, le lecteur peut comparer son avis personnel avec celui de différentes thèses.

Autre chose : je n'ai que rarement trouvé l'adresse de réunions ou manifestations culturelles en province. Si vous pouviez faire un effort pour les provinciaux sur les lieux de rencontres pour qu'ils puissent eux aussi se réunir.

Après cette longue lettre, je vais vous laisser en vous souhaitant une bonne continuation dans l'effort que vous faites pour que l'information sur les Immigrés et le Tiers-Monde, s'exprime par des Tiers-Mondistes.

Si je recevais une réponse à cette lettre, cela me ferait plaisir, sinon je resterais quand-même en relation avec vous car dans ce monde si indifférent, le moindre groupe qui s'exprime a besoin de sang nouveau et d'idées neuves pour ne pas sombrer dans la banalité.

Amicalement
Abdelaziz



Abonnez-vous, abonnez vos amis !

**TARIFS
D'ABONNEMENTS**

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

*Sur justificatif

Abonnement Réabonnement

Nom

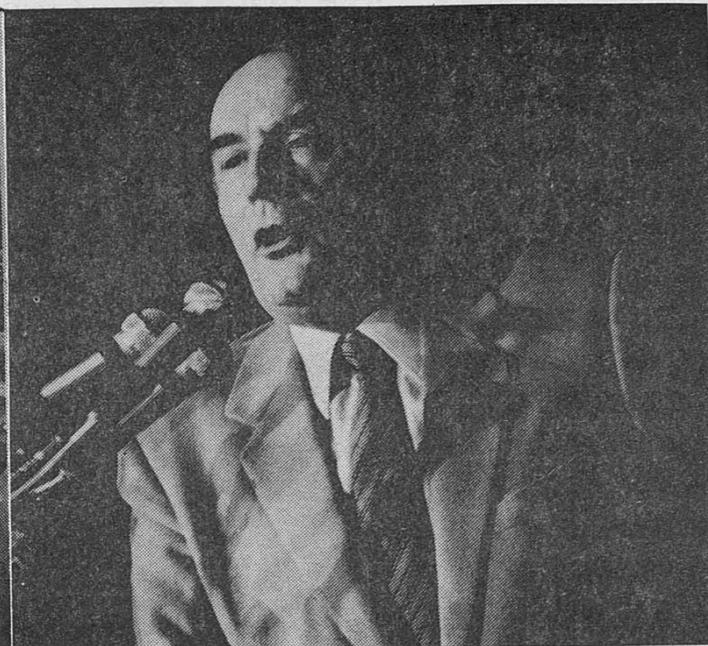
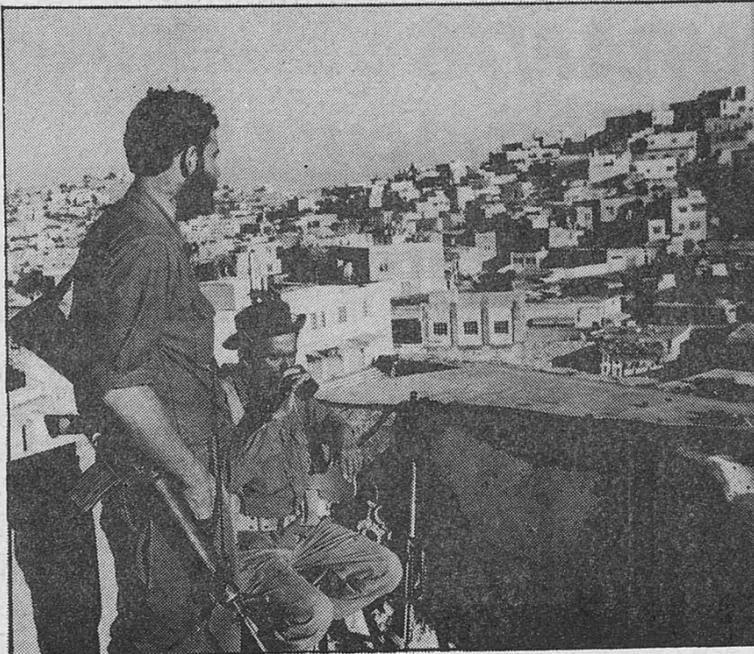
Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque
C.C.P.

François Mitterrand s'est donc rendu en Israël. Il a beaucoup hésité, dit-on. Il a reculé son voyage prévu, une première fois en début d'année. D'aucuns lui conseillaient alors de reporter ce voyage en avril, après la restitution du Sinaï à l'Égypte.



Mitterrand en Israël

VERRA-T-IL LA PALESTINE ?

Mais il a, malgré tout, maintenu cette visite, ressentie par le camp arabe comme un acte « inamical », qui légitime les décisions de Begin, que la France avait néanmoins condamnée (occupation des territoires arabes, annexion de Jérusalem, et plus récemment, du Golan), pour être contraire au droit international et à une certaine forme d'humanisme, que François Mitterrand semble cultiver depuis son accession à la magistrature suprême.

Là réside peut-être une des motivations qui explique ce voyage. Car, ou monsieur Mitterrand fait de la politique ou il se présente en tant qu'humaniste. En se plaçant au niveau politique, il n'est pas besoin d'être « fin clerc » pour estimer qu'il n'arrivera pas à convaincre « l'irréductible » Begin de changer de politique. « On l'écouterà, certes, mais poliment », disait un représentant de l'Ambassade d'Israël à Paris.

Il parlera sans doute des Palestiniens à la Knesseth. Mais il a toujours proclamé qu'il n'était porteur d'aucune initiative, d'aucun plan, et ne se présentait qu'au titre d'ami d'Israël et des Arabes. Il n'a aucun moyen de pression sur les premiers. Et par ce voyage, les Arabes, tant les officiels que ceux de la rue, ne peuvent plus lui prêter ce qualificatif d'ami. Il a d'ores et déjà perdu ce pari, malgré ses visites précédentes en Arabie Saoudite et en Algérie.

La France va se trouver dans l'obligation de recoller les morceaux, au niveau de sa politique extérieure. Il n'est qu'à lire les commentaires de la presse arabe, pour s'en convaincre. Il n'est qu'à se souvenir de certains moments de l'histoire pour comprendre la « méfiance » des uns et des autres à l'égard des socialistes. Méfiance déjà perceptible lors des élections présidentielles, où nous nous trouvions bien peu nombreux, les Arabes qui souhaitaient la victoire de Mitterrand.

Faut-il expliquer la date de ce

voyage par des considérations politiques intérieures ? Cela ne serait que faire injure à François Mitterrand lui-même et aux communautés juives de France que d'estimer que les prochaines cantonales se joueraient lors de cette visite.

Resterait alors les motivations historiques, humanistes, d'un personnage face à ce que beaucoup d'observateurs estiment être un véritable « coup de poker ».

Et là il faudra bien, afin de mieux appréhender, situer le personnage et le geste.

Pour nous immigrés et arabes vivant en France, nous avons attendu, souhaité et soutenu l'arrivée des socialistes au pouvoir. Nous étions minoritaires dans notre communauté. Nous l'avions fait pour une certaine idée de justice qui est indivisible, tant en France qu'au Moyen-Orient, en Afrique ou aux Antilles ...

Afrique et au Moyen-Orient ? Il serait utile de rappeler les termes de cet appel : « En droit international, la non-assistance aux peuples en danger n'est pas encore un délit, mais c'est une faute morale et politique ».

Mais cet appel ne semble pas s'appliquer à tous les peuples du monde, en tout cas dans l'esprit du président français.

Bien avant ce discours, à l'occasion de son investiture, F. Mitterrand avait invité, un certain nombre d'intellectuels brillants du monde entier. Interrogé sur l'absence d'écrivains ou artistes représentant le monde arabe, le président aurait répondu d'une phrase rapportée de mémoire « je n'ai jamais compris ce que veulent les Arabes du Moyen-Orient ».

Mais dans son entourage, on a tout fait pour rattrapper ce qui était considéré comme un « faux pas » en invitant d'urgence M.

Faux pas ou constante ?

Ces idées de justice ne sont pas, et heureusement, l'appanage d'une communauté, d'un groupe ou d'un parti. Mais eu égard à son passé, le P.S. français semble être partagé entre deux sensibilités, deux générations, deux perceptions différentes, dont les répercussions se font sentir à tous les niveaux.

On a parlé à tort de pro-arabe et de pro-israélien, réduisant le voyage de Mitterrand à une victoire de ces derniers sur les premiers dans la série des débats en cours.

Il faudrait rappeler plutôt que François Mitterrand est lui-même issu d'une génération qui perçoit un certain nombre de problèmes, et qui agit avec une myopie étonnante pour d'autres.

Faut-il rappeler les souhaits, exprimés ici et là, de voir l'appel de Mexico s'appliquer aux Antilles, en

Messaadia en tant que représentant du FLN Algérien et du monde arabe, alors qu'il n'est ni écrivain, ni artiste ; le président lui-même ne tenant pas à associer directement des hommes politiques.

Alors faux pas ? Ou constante ?

La question est maintenant posée publiquement.

Il n'est question ni d'être pro-ceci ou pro-celà, il est question de justice, afin de choisir définitivement qui de François Mitterrand est plus vrai : l'humaniste ou le « mythe errant ».

A l'heure où nous bouclons, le président François Mitterrand n'a pas encore parlé devant la « Knesseth ».

Au-delà de la visite, François verra-t-il la Palestine ? Telle est la question essentielle. Telle est la justice ...

Mejid Ammar

Comment justifier l'injustifiable

CONTORSIONS OCCIDENTALES

Que n'aura-t-on pas lu et entendu comme justifications alambiquées au voyage du président français en Israël ? Et ceci surtout chez une série d'hommes de gauche qui prétendent au nom de l'histoire et de l'amitié apporter leur onction à la visite présidentielle dans l'état hébreu

De C. Perdriel dans « Le Matin » en passant par A. Fontaine et M. Duverger dans « Le Monde », toute une fraction d'intellectuels français se sont mis en quatre, ont découpé l'histoire en petits morceaux pour saluer « l'acte historique » de F. Mitterrand. A croire qu'ils ont mauvaise conscience. Sans quoi, pourquoi user tant d'encre pour expliquer ce que l'on veut faire croire « normal ».

L'« historique » consisterait à ce qu'un chef d'état aille dans un pays avec qui la France a des relations diplomatiques depuis sa fondation. Ou est l'historique dans ceci ? Cela est trop facile. La question ne se situe pas à ce niveau. Il ne s'agit pas tout simplement d'une normalisation de ce qui aurait toujours dû être normal.

Israël depuis sa fondation a exclu un peuple de sa terre, l'a condamné à vivre dans des camps, a déclaré des guerres et annexé des terres, a institué le terrorisme en pratique d'état. Et c'est ce pays qui est présenté comme isolé, comme victime de l'ingratitude des occidentaux (où Israël trouve-t-il les moyens de mener ses guerres de conquêtes ?), comme ayant à craindre en permanence des méchants ennemis. C'est le monde à l'envers. L'agresseur devient agneau et l'agressé loup. Mais nous dit-on, chez ces donneurs de leçon aux peuples du Tiers-Monde, il faut prendre en compte l'histoire, le drame millénaire des communautés juives, son pèlerinage de malheurs, de discriminations et de racisme. Bref, l'agresseur a droit aux circonstances atténuantes et donc à notre sympathie. Il faut donc l'entourer de bienveillance, le cajoler, ne pas lui faire de peine, lui faire risette, ne pas trop lui parler de ses crimes pour le sécuriser et lui

permettre de voir la réalité en face. Curieuse démarche. A croire que n'est pas en jeu le droit de peuple bafoué, des Palestiniens emprisonnés, de familles séparées, de fusillades, de tortures, d'assassinat mais qu'il s'agit tout simplement d'une thérapie ou d'une analyse.

Les occidentaux ont une drôle de conception des choses. Ce sont eux qui ont pillé, assassiné, pourchassé pendant des siècles les juifs à coups de pogroms et de fours crématoires et ils voudraient que ce soit les peuples arabes qui aient à subir silencieusement les revanches de l'histoire.

Et puis, il faudrait s'entendre. Si l'état d'Israël a des circonstances atténuantes dans les crimes qu'il commet aujourd'hui, tous les peuples ayant connu autant de drames, que les juifs ont le droit, au nom de l'histoire, de se venger sur les autres. Les africains devraient attaquer Londres et Paris pour les millions de noirs déportés en esclavage dans le nouveau monde. Les indiens des USA devraient avoir le droit de s'emparer du capitol et d'y mettre le feu. Les descendants des mayas, accourir à Madrid et trucidée Juan Carlos Les arméniens (et ils le font au grand effroi de ces mêmes donneurs de leçons) assassiner tous les turcs rencontrés. Voici où mène la logique de la justification historique du voyage de Mitterrand en Israël.

Mais allons plus loin et retournons au présent. Pourquoi Mitterrand ne va-t-il pas à Moscou à cause de l'Afghanistan et de la Pologne mais se rend-il en Israël qui ne serait-ce que ces derniers mois, détruit une centrale nucléaire d'un pays indépendant, bombarde des femmes et des enfants à Beyrouth, annexe le Golan ?

CONTORSIONS...

Pourquoi, puisque l'histoire nous enseigne que l'Union Soviétique a perdu vingt millions d'hommes pendant la II^e guerre mondiale ? Pourquoi pas puisqu'il y a autant de rapport entre les morts soviétiques de 1945 et la Pologne d'aujourd'hui qu'il y en a entre les fours crématoires de Dachau et les droits du peuple palestinien.

Depuis toujours, l'Occident, en agressant les peuples du Tiers-Monde, en les réduisant à la misère, a voulu les culpabiliser pour se donner bonne conscience : si l'Europe a colonisé, c'est du fait que les sauvages qui peuplaient le monde n'étaient pas chrétiens ; s'il a fallu instituer l'esclavage, c'est de la faute des nègres qui ne voulaient pas travailler ; s'il y a eu des massacres d'indigènes en Afrique, en Amérique et en Asie, c'est que les indigènes refusaient la civilisation ; si aujourd'hui, il y a une famine dans le Tiers-Monde, ce n'est pas à cause du pillage des multinationales mais des pays sous-développés dont les peuples sont incapables d'assurer leur développement.

Et dans la même logique, s'il n'y a pas d'état palestinien, ce n'est pas à cause de la politique d'agression d'Israël, mais de l'OLP qui refuse d'abroger de sa charte l'article demandant la disparition de l'état hébreu. Encore le monde à l'envers. On exige de l'agressé à qui on a ôté ses droits à sa terre, sa patrie, qu'il reconnaisse à l'agresseur le droit de vivre alors que ce dernier nie jusqu'à son existence. Peu importe à ces donneurs de leçons qui aiment pourtant l'histoire de déterminer qui est l'agresseur. Le peuple palestinien aurait ainsi tort et doit de ce fait nier son existence pour espérer, mais espérer seulement, exister.

Mais le sublime de l'indécence est atteint par M. Duverger. Dans un article où la confusion se dispute avec la négation du droit, ce dernier explique à ses amis israéliens qu'il leur faudrait admettre la création d'un état palestinien non pour des raisons de justice et de droit (et pourtant ce serait la moindre des choses pour un constitutionnaliste) des peuples à disposer de leur patrie mais pour des raisons d'opportunité... (défense de rire)... démographique. Et dans ce cadre, il projette d'installer « *vitam eternam* » entre le futur état palestinien et Israël une force armée occidentale, chargée de protéger la frontière commune. A lire ceci on se demande si cet homme est naïf ou nous prend pour des imbéciles. Les circonstances de la mort de Lumumba au Congo nous ont enseigné que les armées dentales sont aussi neutres qu'un renard dans un poulailler.

Sur tout ce beau monde, nous avons un avantage. Ni antisémite ni prosémite, ni complexé par le passé, ni soles pleureurs sur les vicissitudes historiques élément de compréhension et non de justification de l'injustifiable, nous disons que le voyage de Mitterrand en Israël est une caution objective à trente-cinq ans d'agression, d'oppression, de domination, de racisme et de terrorisme d'état.

Neg Mawon

P.S. : Même le Canard Enchaîné a pris le train du conformisme. Dans le dessin de dernière page de cette semaine, le journal satyrique présente Begin en ange et Arafat en démon. Tout un symbole.

Bir-Zeit résiste

LES OCCUPANTS N'AIMENT PAS QUE LES OCCUPES PENSENT

A l'occasion du voyage de M. François Mitterrand en Israël, le comité français de solidarité avec l'université palestinienne de Bir Zeit, composé de Mm. Jean-Paul Chagnollaud, doyen de la faculté de droit et sciences économiques de Nancy, de Michel Larivière, professeur de parasitologie à l'hôpital Lariboisière, Francis Kahn, professeur de rhumatologie à l'hôpital de Bichat, et Pierre Halbwachs professeur de lettres à l'université de Paris VII a organisé vendredi 26 février à Paris, une conférence de presse pour protester contre la fermeture de Bir Zeit.

Au cours de cette conférence Mme Rita Giacaman professeur à Bir Zeit a expliqué que c'est à la suite de plusieurs provocations que les autorités militaires ont une nouvelle fois décidé de fermer l'université pour deux mois à compter du 16 février. La première

fermeture de la fac palestinienne remonte au 4 Novembre 81, autrement dit trois jours après la mise en place de l'administration civile. Mme Giacaman ajoute qu'après sa réouverture, l'univer-

sité s'est efforcée de reprendre des activités normales et cela malgré la présence quasi permanente de soldats à l'intérieur de l'université, créant une tension permanente chez les étudiants et les enseignants.

Et le refus des autorités de lever l'assignation à résidence imposée à huit membres du Conseil des Etudiants. En plus de cela, un enseignant de Bir Zeit s'est vu interdit de séjour dans les territoires occupés. La direction de l'université reçut l'ordre de répondre aux convocations de l'administration civile, elle fut également informée qu'elle devait se soumettre aux visites du service d'éducation de cette même administration.

C'est dans ce climat de provocations délibérées que les autorités israéliennes décidèrent d'imposer la présence d'un chargé d'éducation à Bir Zeit.

En effet, depuis la promulgation de l'ordre militaire n° 854 en juillet 1980, les autorités d'occupation ont supprimé toutes les libertés universitaires aux établissements d'enseignement supérieur des territoires occupés et s'ingèrent constamment par le biais de « l'administration civile » dont le choix des enseignants, la sélection des étudiants, le choix des programmes, etc ...

Les quelques 2 000 étudiants et 1 500 enseignants de Bir-Zeit virent arriver sous escorte le lundi 15 février le chargé d'éducation. Il s'en suivit une légère bousculade qui fit précipitamment s'enfuir l'envoyé israélien sous la protection de soldats qui tirèrent sur les étudiants sans heureusement n'en blesser aucun.

Immédiatement après l'armée encercla l'université. Le lendemain, mardi 16 février, le vice-président de la fac de Bir Zeit se vit signifier l'ordre de garantir la sécurité du chargé d'éducation qui devait effectuer une seconde visite le jour-même.

Le désir d'humilier la population arabe à travers Bir Zeit paraissait évident. Ce même mardi, des dizaines d'étudiants furent arrêtés à Ramallah. L'ensemble des membres de Bir Zeit après s'être réunis, communique aux responsables de l'administration civile M. Menahem Milson qu'il n'est pas question pour eux de cautionner la politique de la nouvelle administration.

Pour la deuxième fois en deux jours, l'armée encerclait l'université, interdisait à tous d'en sortir. De nouvelles arrestations furent effectuées, des centaines d'étudiants se sont vus confisquer leur carte d'identité.



Photo Guye



Rita Giacaman professeur à Bir-Zeit

Le vice-président de Bir Zeit est alors convoqué par les militaires qui lui intimèrent de fermer la faculté pour deux mois. Mme Rita Giacaman a exprimé lors de cette intervention de presse, son espoir de voir M. Mitterrand intercéder auprès du 1er ministre israélien M. Menahem Begin pour la réouverture de l'université palestinienne. Elle a néanmoins ajouté que ce voyage « *est inamical envers le peuple palestinien* ». M. Yizhak Laor, professeur d'art dramatique à l'université de Tel Aviv et président du comité de solidarité israélien avec Bir Zeit, a violemment condamné l'occupation par Israël de territoires arabes en déclarant notamment « *l'occupation c'est notre propre destruction* ». Les attaques répétées contre cette université visent à intimider l'ensemble de la population arabe. Elles ont pour but de tuer dans l'oeuf toute tentative de direction intellectuelle de mouvement de lutte contre l'occupant israélien.

Les deux participants à cette conférence ont insisté sur le fait que l'affaire de Bir Zeit n'est pas seulement un problème de privation de libertés académiques. C'est avant tout le problème d'un pays où toutes les libertés sont interdites où les arrestations arbitraires sont monnaie courante, où par des mesures répressives et discriminatoires, l'occupant tente depuis des années d'annihiler le désir de dignité et d'indépendance de tout un peuple.

Fatima Belhadi

GOLAN : ZONE MILITAIRE FERMÉE

Les 13 000 Druzes du plateau syrien du Golan entament leur quatrième semaine de grève illimitée, déclenchée le quatre février dernier pour protester contre l'annexion du Golan par Israël. Pour étouffer le mouvement, l'armée a déclaré le Golan « *zone militaire fermée* », interdisant aux habitants de sortir des limites de leurs villages. Les Druzes revendiquent le droit de rester Syriens, alors que par tous les moyens, les autorités tentent de leur imposer des pièces d'identité israéliennes. La rencontre qui a eu lieu le 20 février entre les notables druzes et les autorités militaires, n'a abouti à aucun résultat. Depuis le début de cette grève, l'armée a arrêté des dizaines de personnes, allant jusqu'à condamner à vingt jours de prison des bergers dont les

troupeaux avaient dépassé les limites prescrites. La population du Golan vit dans une atmosphère de guerre, totalement retranchée du reste du monde. A tel point que des journalistes qui voulaient se rendre sur place ont été violemment refoulés par l'armée. La « *démocratique* » armée israélienne n'a visiblement aucune envie de laisser transparaître les procédés utilisés par elle pour mettre fin à ce mouvement. Un groupe de dix-huit médecins arabes et juifs, qui tentaient d'accéder aux villages druzes, pour soigner la population a également été refoulé. Ceci est d'autant plus grave qu'une épidémie de rougeole sévit depuis quelques jours dans la principale localité druze, Madj El Chams. Le manque de soins et de médicaments se faisant durement ressentir,

les Druzes ont adressé un message de protestation à la Croix Rouge Internationale. De leur côté, les 2 500 Druzes employés dans des usines israéliennes, et qui sont en grève provoquant ainsi la paralysie de ces industries, ont reçu mardi 2 Mars, des avis les informant qu'ils étaient licenciés à cause du « *manque de travail et de difficultés organisationnelles* ».

Les ouvriers ont répondu que cette mesure ne les « *ferait pas reculer* ».

La situation dramatique que connaissent les Druzes depuis l'annexion ne laisse pas indifférents tous les Israéliens. Ils étaient plusieurs dizaines d'étudiants et d'universitaires, appartenant à divers mouvements d'étudiants et gauche, à manifester samedi 27

février devant la résidence du Premier ministre israélien Menahem Begin, pour « *la liberté de mouvement des druzes dans le Golan* ». Violemment dispersés par la police, certains d'entre eux ont été arrêtés pour vérification d'identité. Le Comité Israélien de solidarité avec les Druzes, qui essayait quant à lui de faire parvenir des médicaments aux habitants, se sont vus interdire l'accès du Golan.

Ces événements le montrent bien. Après la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan devient un lieu d'exaction de l'armée d'occupation israélienne, face aux occupés, dont le plus grand crime est de refuser l'oppression et l'annexion.

FB

Les marchands ambulants Africains

LA QUADRATURE DU CERCLE

Marchands ambulants africains. Colporteurs, comme on les appelle. Ils déambulent dans les rues, les bras pleins de colifichets divers, éléphants en ivoire, ceintures de cuir. Ils risquent d'être les vrais laissés pour compte de la régularisation, ceux dont personne ne veut, dont personne ne parle.

Le gouvernement prépare une circulaire destinée à régler le problème des ambulants, mais laisse de côté les « colporteurs ». Leur marchandise, en grande partie importée du Maroc ou d'Afrique noire, ne participe pas directement au bon fonctionnement de l'économie française.

Ils n'ont donc pas, de ce fait, la priorité de la régularisation. D'autre part, les divisions entre communautés immigrés font que des organisations comme la MTI, n'ont jusqu'à présent focalisé leur attention que sur les maghrébins. Sans parler des syndicats CGT, CFDT et de la Fédération des Commerçants non-Sédentaires, qui reconnaissent n'avoir pas étudié la question.

Les difficultés auxquelles se heurtent les africains sont pourtant multiples : Ousmane, qui me reçoit dans ce que le bail appelle « une pièce avec coin cuisine », une sorte de cave grande comme une petite salle de bain, m'explique, avec le concours d'un interprète : « je suis arrivé en France en 79. Je voyais beaucoup de marchands ambulants. Ils avaient des cartes de circulation, mais moi, je ne savais pas que ça existait. Quand j'ai voulu me faire régulariser, on m'a dit que le bail était indispensable. A chaque fois que je vais à la Préfecture, il me manque un papier. Alors ils me prolongent ma carte de séjour, c'est tout. Depuis deux ans comme ça. Et ma prolongation est bientôt finie ». Si on lui demande ce qu'il compte faire en cas de non-régularisation, Ousmane répond qu'il ne peut rien : « C'est le pouvoir de Dieu ».

Les plus jeunes, citadins, ne sont pas d'accord : « Ce fatalisme, c'est le résultat de tout un système. Quand on vient ici, on est victime de mesures discriminatoires. Les flics viennent nous contrôler, et quelques fois, ils déchirent nos cartes de séjour et confisquent la marchandise. Les citadins peuvent peut-être se défendre, mais ceux qui viennent de la brousse ont complètement mythifié la police. Ils ont peur ». Leur seul refuge : les confréries traditionnelles : « en arrivant, on recrée les structures du pays. Les confréries qui doivent nous défendre sont des groupes religieux ou politiques, qui nous utilisent, dont le chef de village ou le marabout sont une émanation ».

Qu'est-ce qui fait courir les colporteurs ? Qu'est-ce qui les pousse à venir vivre dans les taudis parisiens ? Le mythe de la civilisation occidentale, bien sûr (« tu croyais que tu allais vivre bien »), mais aussi la nécessité : « A 16 ou 17 ans, on te fout une femme et il faut que tu travailles. Mais si il n'y a pas de travail, tu pars à la ville. Et si y en a pas, tu pars ailleurs. Et avec la sécheresse et tous les problèmes du pays, c'est mieux de partir ».

En France, c'est généralement un cousin qui prend en charge le nouvel arrivant : « il t'apprend les combines, comment marchander, et il te met en contact avec les grossistes. Ceux-là, ce sont les maghrébins, des asiatiques, d'anciens ambulants, des français. Ils sont inscrits au Registre du Commerce, et quelquefois, ils ont des employés. Mais tu sais quoi ? ils se réfèrent au Smic du pays d'origine pour les payer ».

Au début, ils te font payer cash la marchandise, et puis quand ils te connaissent, ils acceptent le crédit. Toi, tu te payes selon ce que tu vend

Pour d'autres, la nécessité est plus profonde, si moins immédiate. Abdou, sénégalais, est en France depuis 12 ans et régularisé. Selon lui, « ceux qui sont venus entre 70 et 75 sont tous régularisés. Ce sont les autres qui ont des problèmes ». Abdou a toujours été marchand ambulant : « ça fait trente ans que je voyage. D'abord en Afrique. Je vendais des masques traditionnels aux européens avant l'indépendance. Mais maintenant que les européens sont partis, il faut les suivre partout. C'est pour ça que je suis là. Je suis arrivé en France en 70, mais là, il a fallu que je change de marchandise, ça faisait trop de difficultés à la douane. J'ai donc commencé à vendre comme les autres. C'est un commerce qui a bien marché jusqu'à il y a trois ou quatre ans. On faisait le gros boulot en été, et l'hiver, on rentrait chez nous. Cette année, c'est la première fois que je reste en France l'hiver on ressent aussi les effets de la crise. On ne gagne parfois pas plus de 500 Francs dans le mois, et il faut qu'on envoie l'argent à la famille... j'ai douze enfants vous savez ».

RECTIFICATIF

Dans un article sur les travailleurs immigrés handicapés, paru dans le numéro 49, nous présentions l'ATAF comme étant « L'Amicale des Travailleurs Algériens en France ».

Il fallait bien sûr, lire « Association des Travailleurs Algériens en France ».

D'autre part, à la suite d'une réunion, tenue le 27 février dernier, avec la participation de l'ATAF, il a été créé un collectif

d'handicapés immigrés, qui regroupe toutes les nationalités présentes en France. Contact : 35, rue Stéphenson, permanence les samedis et dimanche à partir de 15h. Tél : 262 14 18

85bis, rue de Ménilmontant, les lundis et jeudis à partir de 19h. Tél : 797 00 85

Bourse du Travail de Saint-Denis, 8 Rue Suger, Saint-Denis. Tous les samedis entre 10 et 12 heures.



Sans Frontières 5

Bon, on arrive à économiser quand même un peu. Notre but à tous, c'est de retourner là-bas s'acheter un atelier d'artisan, et s'établir ».

En fait, la plupart des colporteurs se sont essayés à l'artisanat. Mais le piège s'est refermé : « Au Sénégal, tu ne vis bien que dans l'administration. Alors l'ar-

tisanat, en deux ans, tu fais faillite. Et tu reviens en France pour essayer de refaire des sous. « Mes enfants, les deux plus grands sont mariés. Ils sont comme moi, marchands ambulants ».

Le cercle est bouclé. Une fatalité sociale qu'un statut juridique précis les aiderait, peut-être, à briser.

Marc Weitzmann

Entre la maladie et le contrat

La course d'obstacles d'Abdelhakim

L'histoire d'Abdelhakim est édifiante. Voilà un jeune algérien de 23 ans qui avait toutes les conditions pour bénéficier de la régularisation et qui se retrouve exclu de la procédure, du fait de la conjugaison de plusieurs facteurs. Le manque d'information, une maladie difficile et l'évidente mauvaise volonté de quelques agents administratifs se sont ligüés contre lui pour lui faire rater sa régularisation... Une histoire classique...

C'est le 23 août 80, qu'Abdelhakim, agent d'éducation dans un collège algérois arrive en France. Profitant de ses vacances, il veut soigner en France la maladie du cuir chevelu dont il est atteint, et qui ne peut être soignée en Algérie.

Un mois après, Abdelhakim repart dans son pays, puis revient à Paris le 26 décembre 80. Depuis cette date, il n'a plus quitté la France. Il remplit en conséquence la première condition de la régularisation : être entré en France avant le premier janvier 81.

Notre ami reste à Paris, se soignant et travaillant de temps en temps au noir jusqu'au 30 juillet 81, où on lui délivre une autorisation provisoire de séjour : « L'APS n° 207 », se souvient-il.

Notre ami reste à Paris, se soignant et travaillant de temps en temps jusqu'au 30 Juillet 81, où on

Le 24 ou 25 Octobre, il repasse à la Préfecture, retire les formulaires du contrat et le papier énumérant les pièces nécessaires à sa régularisation.

Tout en continuant à se soigner, il commence l'harrassante recherche au contrat qu'il ne trouve que le 23 février 81. Abdelhakim se présente dès le lendemain à la Préfecture, convaincu que la période des dossiers n'est pas encore close. Ce 24 février 81, à 15 heures 30, au guichet n° 5 de la Préfecture, on lui retire son contrat et son APS, et on lui remet sans autre explication le document ci-contre, lui enjoignant de quitter le territoire français dans les plus brefs délais.

Ce bref rappel des faits appelle plusieurs remarques.

Abdelhakim va rater sa régularisation parce qu'il était et mal-informé et mal-conseillé.

Algérien, il lui fallait une promesse d'embauche pour être régularisé : durant des mois, il cherchera un contrat de travail d'un an, évidemment plus difficile à trouver.

Alors que François Autain expliquait à la TV que les candidats à la régularisation avaient jusqu'à fin mars pour compléter leurs dossiers, Abdelhakim avait cru comprendre qu'il pouvait déposer le sien jusqu'à cette date. Malade, il pouvait bénéficier de la circulaire du 30 Novembre 1981 qui donnait aux femmes enceintes et aux malades un délai supplémentaire pour se faire régulariser. Personne ne l'a informé de ce droit, et encore moins les agents de la préfecture.

Il faut remarquer enfin que le papier lui demandant de quitter le territoire n'est pas motivé par la clôture de la période de régularisation mais par l'article 2 de la convention franco-algérienne de 1968, comme si l'opération actuelle ne concernait pas les Algériens, et comme si Abdelhakim n'avait à aucun moment tenté de se faire régulariser. Interrogé, un responsable du neuvième bureau à la Préfecture nous a répondu qu'il ne faisait qu'appliquer les directives, « mettre en musique des partitions » qu'on lui remettait. Reste qu'il y a plusieurs manières de jouer, tous les musiciens vous le diront.

K.B.

LE PREFET DE POLICE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de la Police Générale

5ème Bureau

PARIS, le 24.02.81

N°

177 27 101

Monsieur,

L'article 2 de l'Accord Franco-Algérien du 27 décembre 1968 ne prévoit la délivrance d'un certificat de résidence en qualité de travailleur salarié qu'aux seuls Algériens venus en France sous couvert d'une carte de l'Office National Algérien de la Main d'Œuvre (O.N.A.O.).

Je suis donc au regret de vous informer qu'il n'est pas possible de vous autoriser à séjourner en France.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations.

LE PREFET DE POLICE.

9/60-6-81

Un ambulant parle

Tahar, vous l'avez peut-être déjà vu dans les rues d'ici ou d'ailleurs, la trentaine, en pleine force de l'âge, il vend des tapis, des montres, des radios. Nous l'avons rencontré, il a bien voulu nous parler ici de sa venue en France et de son travail.

S.F. : En quelle année êtes vous arrivé en France ?

TAHAR : En 1976, à cette époque, on ne délivrait plus de carte de séjour ni de travail.

S.F. : Alors comment cela se passe, vous retournez au pays souvent ?

TAHAR : Oui, je viens ici, je reste trois mois et je rentre au pays un mois, un mois et demi, puis je reviens en France. Il faut avoir 1 500 francs en espèces plus l'aller et le retour. Pour les marchands « ambulants », il faut un récépissé de consignation (sorte de patente, valable trois mois), et qui nous coûte 150 francs, plus le timbre fiscal à trente francs.

S.F. : Et les produits que vous vendez, est-ce que vous les achetez ici ?

TAHAR : Oui, il y a des grossistes qui nous vendent la marchandise, tu peux le voir sur la facture. Nous payons la T.V.A. Il y a des jours où on ne vend rien. Les meilleurs jours, nous gagnons 150 à 200 francs, je peux vous dire que les meilleurs mois, nous gagnons 2 000 francs. Le calcul est vite fait. 350 francs de loyer, il faut manger, et envoyer de l'argent à la famille. J'ai trois enfants.

S.F. : Et votre lutte en ce moment ?

TAHAR : On veut des papiers comme les autres. De toute façon, il n'y aura que du bonheur, si Dieu le veut.

Propos recueillis par Hassan Zeroual

Vacances surprises chez Trigano

C'est le 19 février que les 453 travailleurs immigrés tunisiens et marocains ont déclenché un mouvement de grève dans les six villages-vacances du Club Méditerranée en Haute-Savoie, au Val d'Isère et dans les Hautes-Alpes.

Ce jour-là, cinquante-six marocains sur soixante employés « saisonniers » de la station de Montier-les-Bains dans les Hautes-Alpes ont déposé le tablier et le costume de fonction pour se mettre en grève et poser le problème de leur condition de salariés sans statut, et leur situation de « saisonniers », qui pour beaucoup d'entre eux, dure depuis quinze ans. Recrutés dans leur pays d'origine pour travailler dans des clubs locaux durant les fortes saisons de tourisme, ils sont amenés en France l'hiver pour être mis dans les stations de ski du Club, alors que l'été, ils sont employés dans le Var et la Corse.

La saison terminée, ils sont renvoyés dans leurs pays d'origine, et chaque année, le même cycle recommence, sans qu'ils sachent si, de retour chez eux, le Club Méditerranée les réembauchera localement.

Ce mouvement de grève a mis la direction des clubs dans une situation telle que dès le lundi 21 février, M^r Trigano, directeur du Club Méditerranée s'est dépêché de se rendre dans les Hautes-Alpes pour négocier et signer un protocole d'accord qui comporte des engagements fermes de la direction à garantir un emploi cet été, en France, à tous les saisonniers, un contrat pour tous en France et la reconnaissance des délégués syndicaux dans les six villages de vacances.

D'autre part, la direction du Club s'est engagée à négocier les autres revendications des travailleurs saisonniers avant le 20 mars 82.

Les revendications portent sur le logement et la garantie de l'emploi pour les années à venir.

Quant à leur situation administrative à l'égard de la réglementation en vigueur, la CFDT a saisi la commission départementale ad hoc sur le cas des saisonniers en hôtellerie.

Dès la semaine dernière, les saisonniers ont commencé à constituer des dossiers de demande de régularisation et à les déposer dans les mairies et Préfectures.

Mounir (Correspondance)

Accélérer la régularisation

La CGT vient d'adresser une lettre à M. François Autain, faisant état de l'inquiétude qui « grandit de jour en jour » parmi les immigrés à la suite de la lenteur de la procédure de régularisation des travailleurs « sans papiers ».

Selon les plus récentes statistiques, environ 50 000 cas ont été réglés sur 140 000 demandes en cours d'étude.

Le gouvernement doit prendre des « mesures d'urgence » pour remédier à cette situation, indique la centrale syndicale, qui souhaite également une lutte accrue contre le comportement de certains patrons (refus d'embaucher les personnes munies d'une

autorisation provisoire, licenciements) qui, selon elle, contribuent à une recrudescence du travail « noir » et empêchent les étrangers d'obtenir leur régularisation.

Pour la C.G.T., il convient de « mettre un terme au laissez-faire » dans l'intérêt des travailleurs étrangers comme dans celui des travailleurs français, notamment en ce qui concerne l'entrée de « nouveaux clandestins » en France en coopération avec les pays d'origine. En particulier, la C.G.T. insiste sur la nécessité d'un « contrôle aux frontières sans tracasseries et dans le respect de la dignité des immigrés ».

Pakistans chez Autain

Au cours de l'Assemblée du samedi 27 mars à la Bourse du Travail, les délégués pakistanais ont fait le point avec deux cents de leurs camarades sur leur entrevue avec M^r Viderra au ministère de la Solidarité.

Il leur a confirmé que parallèlement à l'aspect normal de la preuve de l'emploi (le contrat), toutes les traces « petits papiers » et témoignages seraient pris en considération. En outre la place du Caire qui ne semble pas être ignorée des autorités, constitue un aspect positif de la preuve de l'emploi et sera prise en considération pour ceux qui ne pourraient apporter aucun élément supplémentaire décisif à leur dossier. La méfiance des employeurs rend de toute évidence la constitution des preuves encore plus difficile à l'heure actuelle.

Les délégués ont l'intime conviction que leur situation a été comprise mais que le ministère ne s'engageait pas complètement pour selon ses dires, respecter le circuit administratif. Les avis négatifs seront vus ultérieurement cas par cas et si des difficultés surgissent une nouvelle entrevue serait envisagée.

Edda

La FASTI lance un appel pour la régularisation de tous « les clandestins » qui ont déposé un dossier

DES TELEGRAMMES A MITTERRAND

Bientôt, le 31 mars, la procédure exceptionnelle de régularisation sera achevée et nous allons rentrer dans la situation juridique et administrative qui était celle d'avant le 10 mai.

Certes les expulsions et les refoulements seront des « re-conductions à la frontière » décidées par un magistrat après procédure judiciaire. Y-en-aura-t-il autant qu'avant ou bien de manière laxiste le gouvernement tolérera-t-il l'existence de la clandestinité du séjour et du travail des étrangers qui n'auront pas bénéficié de la procédure exceptionnelle ? Tout en sachant qu'il existe en même temps une législation qui interdit et punit le travail et le séjour clandestin. Nombreux sont les immigrés sans-papiers qui sont destinés à rester « Sans-Papiers » si on s'en tient à l'application de la procédure prévue par le secrétariat d'Etat aux Immigrés :

- Il y a ceux qui ont été écartés de la procédure exceptionnelle par les abus de l'administration : blocage administratif, racisme, manque d'accueil donc très mauvaise diffusion de l'information.

- De même beaucoup ont retiré une autorisation provisoire de séjour et ont cru par manque d'information qu'il n'était pas nécessaire de déposer un dossier dans le cadre de la procédure exceptionnelle de régularisation.

- Une autre catégorie exclue de manière particulièrement injuste est celle des refoulés en vertu des mesures scélérates de Stoléro de non renouvellement des cartes de séjour dans les années 79, 80, 81. Ils sont revenus en France, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, dans l'espoir de voir réparer l'injustice qui leur avait été faite et de retrouver leurs droits.

Ils se sont vus opposer une absence de plus de 6 mois hors de France et sont considérés comme de nouveaux arrivants. De plus, arrivés après le 1er janvier, ils ne pouvaient bénéficier de la procédure de régularisation.

Et les travailleurs sans-papiers qui sont rentrés dans la procédure exceptionnelle ?

Ceux-là non plus ne sont pas tous sortis d'affaire - A un mois seulement de la fin de la procédure, moins de la moitié d'entre-eux ont été régularisés. Et surtout si nous ne faisons rien, beaucoup ne seront pas régularisés du tout.

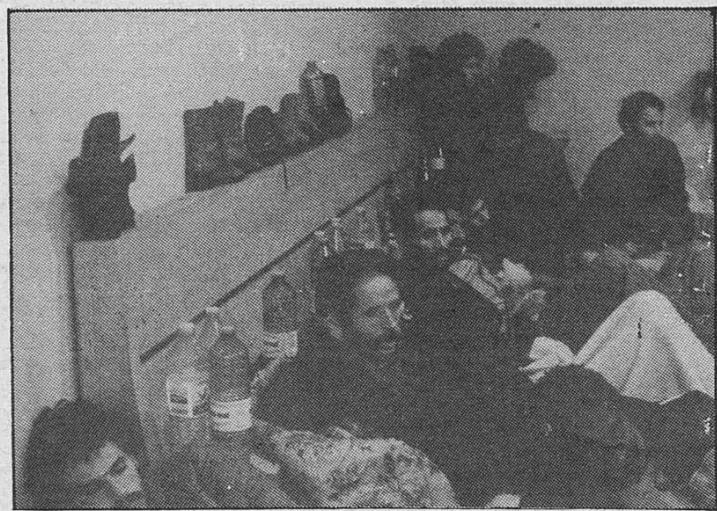
En effet beaucoup n'ont aucune preuve de travail, ayant été payés de la main à la main pour de petits boulots. Ils ont maintenant un récépissé de dépôt de dossier CERFA mais il leur est impossible de trouver du travail : Tous les patrons refusent de les embaucher

avec un contrat et réclament une carte. Comme les sans-papiers le disent : « Pas de carte, pas de travail, pas de travail pas de carte », telle est leur situation.

Quant à ceux qui peuvent apporter des esquisses de preuves, leur cas reste suspendu à la décision arbitraire d'une commission ad hoc ou des services préfectoraux, le tout avec une lenteur telle que le 31 mars passera avant le traitement de leur cas.

Tous ces immigrés sans-papiers continuent à vivre dans le provisoire et l'incertitude depuis 7 mois, et sont maintenant au bord du désespoir.

C'est pourquoi nous revendiquons la régularisation immédiate de tous ceux qui ont déposé un dossier, ou retiré une APS ainsi que ceux qui ont été refoulés du temps de Giscard et demandent la réparation de cette injustice et le renouvellement de leur ancienne carte.



Nous demandons à toutes les associations groupées et syndicats et qui sont solidaires des travailleurs d'envoyer au Président de la République ce télégramme suivant :

« Demandons attribution cartes de séjour et de travail à tous les sans-papiers qui ont fait la demande (APS, CERFA, renouvellement de carte ».

La revendication du télégramme est urgente et nous demandons à tous de l'appuyer. Nous n'oublions pas ceux qui continueront à arriver parce que les méfaits du colonialisme et de la politique néocoloniale des pays industrialisés, France et autres pays d'Europe, se font sentir

cruellement dans les Campagnes du Tiers-Monde et contraignent les paysans à l'exode rural et à l'émigration. Mais pour cela, il serait intéressant de trouver dans les mois à venir une solution juste

et viable de mise en place d'une procédure régulière de délivrance de cartes. Le problème a été bien pris pour les ressortissants d'Asie du Sud et qui ont des autorisations de séjour autorisant la recherche d'un emploi et pourrait être pris de même pour tout nouvel arrivant qui est en fait un « réfugié économique ».

De plus, des solutions existent à long terme pour résoudre le problème des sans-papiers par une politique de pression sur les autres pays européens pour qu'ils cessent leur répression contre les travailleurs immigrés et l'exploitation des pays d'origine, nous devons être solidaires aussi des travailleurs immigrés des autres pays d'Europe et il serait juste que le gouvernement français ne tolère pas une politique d'expulsion dans les autres pays qui a une conséquence sur la situation intérieure de la France.

Une politique de développement permettant d'éliminer l'exode rural dans les pays du tiers-monde (et en France aussi ! Par la dénonciation des dictatures de certains pays d'origine et par le soutien aux ac-

tions visant à y mettre fin), une politique agricole différente (beaucoup de travaux sont à faire notamment pour l'entretien et l'exploitation des forêts, l'exploitation des zones de montagne etc...) qui permettrait de mettre en place des coopératives ouvrières pour les travaux saisonniers tout en poursuivant sévèrement les patrons clandestins.

Aussi la régularisation de tous ceux qui en ont fait la demande permettrait de débloquent la situation actuelle qui s'éternise et risque de déboucher sur des conflits graves entre les immigrés et le gouvernement pour examiner une politique à moyen et long terme de résolution du problème.

Alors que le *Méridional* continue sa campagne anti-immigrée, un attentat à la bombe contre la cité Bassens échoue.

BASSENS : LES POSEURS DE BOMBES RECIDIVENT

La semaine dernière, un groupe d'individus déposait une bombe à la cité Bassens à Marseille, cible en juin dernier avec la cité de la Cayolle d'une tentative similaire. Tous les habitants de la cité ont passé la nuit dehors, aucun journal national n'en a parlé.

C'est le vendredi 26 février, vers 20 heures, que l'alerte est donnée sur les ondes de RADIO-Gazelle, la nouvelle radio libre émettant depuis une semaine, et animée par de jeunes immigrés de Marseille et de la région.

Un coup de téléphone d'une jeune fille de la cité Bassens informe les animateurs de la station de la tentative d'attentat. Ce soir-là, les jeunes, rassemblés comme d'habitude aux pieds des immeubles remarquent le curieux manège de deux voitures.

A l'intérieur de la cité, une 504 blanche est garée près d'un immeuble de la cité. Son chauffeur, un européen, debout près de l'entrée du bâtiment a un sac à la main. Dans cette cité, où tout le monde se connaît, les jeunes se rendent rapidement compte qu'il s'agit d'un étranger au quartier. Ils s'approchent de lui et lui demandent ce qu'il y vient faire. L'individu répond évasivement, regarde les noms marqués sur les boîtes à lettres et dit qu'il est à la recherche d'un certain Goumari, « qui n'est

justement pas là » précise-t-il en remontant dans sa voiture et en démarant à toute vitesse.

Méfiant depuis l'attentat raté de juin dernier, les jeunes montent voir la famille « Goumari » et constatent que Mr « Goumari » est là, et que personne n'est venu le voir.

A l'extérieur de la cité, au même moment, une volvo immatriculée dans le 92 - volée, révélera la police plus tard -, est stationnée avec deux européens à bord. Un autre groupe de jeunes s'approche d'elle ; à la première question, l'une des deux personnes sort un pistolet et « braque » carrément les jeunes.

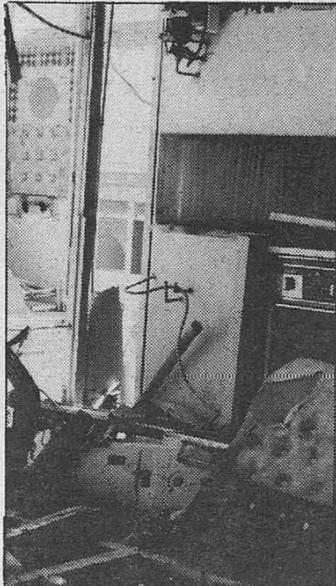
C'est à ce moment que la 504 qui était à l'intérieur de la cité s'en va, et les occupants de la Volvo la suivent immédiatement.

Alors que les jeunes se rendent au commissariat du XV^e arrondissement pour l'alerter, les policiers arrivent sur place, équipe de déminage en tête, car diront-ils « ils avaient été alertés par un coup de téléphone anonyme de l'imminence de l'explosion d'une bombe à Bassens ».

Le bruit se répand dans la cité, et alors que la police fouille les bâtiments, l'un après l'autre, les habitants sortent dehors ; ils ne remonteront chez eux qu'aux premières lueurs de l'aube. Des groupes de jeunes font des tours de garde et les femmes emmitoufflées avec leurs plus jeunes enfants dans les couvertures discutent entre elles. Dans un coin de la cité, des familles gitanes avaient allumé un grand feu qui attirera tous les gosses de la cité venus se protéger du froid.

Cette tentative d'attentat contre une cité d'immigrés à Marseille, ville dont le maire est en même temps le Ministre de l'Intérieur pose, à nouveau, de multiples

questions. Déjà en juin dernier, une bombe avait explosé dans la cité de la Cayolle, soufflant plusieurs maisons, et ne faisant heureusement que des blessés légers. La même nuit, une bombe similaire était découverte par les gosses et désamorcée juste à temps. En septembre 1981, un des membres du commando du SAC, (responsable du massacre de l'inspecteur Massié et de sa famille à



Vue partielle d'une maison à la cité La Cayolle après l'attentat de Juin dernier

Auriol) Jean-Pierre Finochietti était inculpé dans le cadre de l'instruction ouverte après les deux attentats.

La nouvelle tentative prouve s'il en était encore besoin que les groupes d'activistes d'extrême-droite sont loin d'être démantelés, et que l'immigration risque d'être

une de leurs cibles pour s'attaquer au gouvernement actuel. Dans cette sale besogne, ils profitent de « la couverture idéologique » d'un journal régional marseillais « le *Méridional* » qui a renforcé, depuis quelques mois ses attaques contre l'immigration arabe, tant par ses articles que par les lettres des lecteurs, publiées tous les jours.

Le jour même de l'attentat, quatre lettres de lecteurs étaient insérées, de véritables appels au meurtre. Ainsi un lecteur suggère de « se réveiller » en constituant, à l'instar des brigades rouges, des groupes armés « puisque la ville est pratiquement tombée aux mains des algériens qui pillent, cassent, agressent, violent, saccagent, rossent même parfois policiers et pompiers » et que « les maghrébins ont la situation bien en main... Ils sont mieux armés, mieux structurés... et pullulent à une vitesse record ». L'autre lecteur note que « chaque jour, le *Méridional* publie un fait divers, vol, hold-up, agression, viol, ect... Il s'agit toujours dans la majorité de Nord-Africains, biens connus des services de police et récidivistes impertinents » et suggère l'expulsion immédiate tout en précisant qu'il a vécu « 40 ans chez eux » et qu'il n'est « absolument pas raciste ».

Enfin les deux autres lecteurs protestent contre ces étrangers qui font des grèves de la faim ou « jettent des bombes ».

Triste ironie du sort, le *Méridional* sort sur les imprimeries du Provençal journal de Mr Defferre, et plusieurs pages des deux journaux sont couplées...

Quand liberté d'expression rime avec liberté de poser des bombes.

K.B
Enquête de Mustapha M.

Grève à l'ONI

Le centre régional de Paris pour la délivrance de la carte de travail est en grève depuis ce mardi 2 mars.

Deux bureaux assurent habituellement la visite médicale pour 500 travailleurs par jour et leur délivrent la carte de travail.

Selon le secrétaire syndical de la CFDT, le personnel du centre est depuis 5 ans en diminution à tel point que le projet de budget du nouveau directeur pour l'année 1982 demande 43 personnes en plus ; c'est d'ailleurs une des revendications des grévistes, puisqu'ils demandent la création d'emplois pour faire face aux nouvelles tâches (cinquante postes supplémentaires pour tous les services).

Les autres revendications sont :

- 1) Permanence de tout le personnel temporaire et son intégration dans le statut de l'ONI ; certains d'entre-eux travaillent à l'ONI depuis 7 ou 8 ans

- 2) Election de représentants du personnel, car seul 40 % des employés sont représentés, les autres ne le sont pas du fait qu'ils ne sont pas statutaires.

- 3) Plan de formation professionnelles, ainsi qu'un reclassement professionnel

C'est pratiquement tout le personnel qui s'occupe directement de la régularisation qui est en grève (45 personnes) ; A eux seuls, ils traitent près de 60 % des dossiers de régularisation puisque sur 32 000 cartes remises au 9/2/1982, dix neuf mille l'ont été par le centre de Paris.

Pour les grévistes, l'augmentation des effectifs doit permettre d'améliorer les conditions de régularisation et l'ouverture de nouveaux centres.

En attendant, les travailleurs qui se sont présentés mardi 2 mars pour leur régularisation n'ont pu obtenir la carte, et les ministères de tutelle promettant une négociation pour le jeudi 4 mars avec les grévistes et leur syndicat.

S.B.

Corruption à Rouen ?

La CFDT a tenu à Rouen une conférence de presse le 26 février dernier à propos de la procédure de régularisation.

Elle a dénoncé « La lenteur de l'examen des dossiers, le mauvais accueil réservé aux sans-papiers, et le manque de volonté et de moyens mis en oeuvre à Rouen pour cette opération ».

Ainsi sur 850 dossiers déposés, 145 ont reçus à ce jour un avis favorable.

Les immigrés présents à la conférence de presse ont révélé l'existence de pratiques de corruption dans un service de la Direction Départementale du Travail. Une personne en contact fréquent avec les immigrés toucherait, selon les témoins de fréquents cadeaux de la part des « heureux élus de la régularisation ».

La CFDT tient une permanence ouverte aux « sans-papiers » à son siège : 22, Bd des Belges. Tél. : 71.21.48.

Massy : un foyer en lutte

Suite au non-respect par la SONACOTRA, les accords signés avec le Comité des Résidents du foyer Ampère de Massy, une réunion de bilan provisoire et organisée le samedi 6 mars à 10 heures du matin au foyer Ampère (zone industrielle proximité de la station RER Massy-Palaiseau). Y participeront, la Commission des Sans-Papiers, le MRAP, la LDH, la LCR, le PSU, le PCML, le RNP, FASTI etc...

Ils envisagent à moyen terme une conférence de presse et une journée porte ouverte.

S. Bouziri

BAGNOLET : UNE GREVE POUR LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Bagnolet, avenue de la République, une petite usine est en grève, et les travailleurs occupent l'usine depuis un mois. MPG usine de façonnage de tubes, soustraite pour les grandes boîtes : Renault, Talbot et Gaz de France, sur une quarantaine de travailleurs, 25 sont en grève, en majorité immigrés, ils travaillent à MPG depuis 7 ou 8 ans.

Il y a même un français dans l'usine depuis 25 ans ; P1, il touche à peine 4.000 Francs.

En fait, le patron cherche depuis longtemps à fermer la boîte. L'an dernier, il embauche un nouveau directeur qui déclare tout de suite qu'il y a trop de personne ; jugez en : entre Décembre 1980 et Janvier 1981 il n'hésite pas à dépenser près de 55 millions (anciens) pour procéder à 6 licenciements dont deux en pré-retraite : c'est déjà le début du conflit. Le patron veut liquider l'usine de Bagnolet, car le terrain à la proche périphérie de

Paris se vend bien, et il escompte un bon prix, d'autant plus qu'une autre usine de côté de Chevillon, effectue le même travail. La direction espère déménager l'outillage et les machines, et donc pouvoir concentrer là-bas la production.

Présentant cette situation, les ouvriers se mettent en grève le 4 février et réclament :

« 39 heures payés 40, la garantie du pouvoir d'achat, le 13^e mois, la 5^e semaine, et le paiement des heures de grève ».

En quarante-huit heures, la direction cède sur les revendications mais refuse le paiement des heures de grève. Les grévistes maintiennent leur mouvement estimant qu'ils ont été poussés à la grève par leur employeur.

Sachant que M.P.G. veut arrêter l'usine, les représentants du personnel CGT saisissent la commission des entreprises en difficulté, afin de trouver une solution

non seulement au conflit immédiat, mais d'éviter aussi la fermeture de la boîte. Convoqué à une réunion de la commission, la direction ne se présente pas, mais déclare au personnel le 23 février qu'elle dépose le bilan, et exerce des pressions pour que les travailleurs reprennent le boulot ou, tout au moins, cessent leur occupation, afin que les agents de maîtrise reprennent le travail (des bruits disent que la direction a, pour près d'une centaine de millions de commandes en cours).

Actuellement il est clair que le conflit s'est transformé en bataille pour la sauvegarde de l'emploi à MPG Bagnolet impliquant du coup les autorités locales, en particulier la mairie communiste.

Par une lettre du 25 février elle dénonce l'attitude du directeur qui refuse de fournir les « éléments (y compris financiers) pour que les démarches soient entreprises, permettant un redémarrage réel de

l'activité de MPG ». et demande au préfet : « une entrevue avec des représentants de la Municipalité et des travailleurs... pour que cette entreprise soit sauvée ».

De son côté, le Parti socialiste déclare : « Nous devons être partie prenante de l'action des travailleurs pour maintenir l'emploi à Bagnolet ». Quant au tribunal, après le dépôt de bilan de l'employeur, il a désigné un syndicat mardi 2 mars, et à l'heure où nous bouclons, 4 représentants du personnel prennent contact avec lui afin de pressentir ces propositions et d'envisager avec lui la sauvegarde de l'usine à Bagnolet.

En attendant, ce mercredi matin à l'usine en grève, ils étaient une quinzaine à occuper, convaincus que l'usine est viable, et espérant une solution rapide.

Un foyer aux prises avec l'administration

UNE LIBERTE CHEREMENT PAYEE?

A Chambéry, le CSTI, une association de solidarité avec les travailleurs immigrés mène depuis 3 ans et demi une expérience originale, et à notre connaissance unique en France. Il s'agit d'un foyer d'accueil pour jeunes filles et femmes immigrées. Ce foyer vient enfin d'être reconnu la semaine dernière comme foyer d'hébergement. Nous reproduisons ci-après l'article que « Solidarité », l'organe trimestriel du CSTI lui a consacré.

Décembre 81 : ne satisfaisant toujours pas aux normes habituelles, le foyer d'accueil du CSTI, pour jeunes filles et femmes immigrées, se voit, une fois de plus, refuser le financement officiel qui mettrait fin à la précarité de son existence.

Pourtant, c'était la DDASS, elle-même, qui défendait notre dossier, et proposait de nous faire reconnaître comme « Club de Prévention » : ce projet tel qu'il a été présenté, aurait eu l'avantage de mieux respecter notre originalité, tout en permettant une indemnisation correcte des services réellement rendus...

Des années durant, le CSTI a été confronté aux difficultés et délicats problèmes que vivent jeunes filles et femmes immigrées en Savoie... et les dépannages ponctuels auxquels ont été amenés quelques familles de militants, nous avaient permis d'entrevoir la gravité de certaines situations extrêmes et parfois sans issue à court terme.

Nous avons aussi mieux compris qu'aucune solution durable ne peut être trouvée sans une large sensibilisation et mobilisation des femmes immigrées, mais aussi des hommes les plus conscients de ce problème.

Pour essayer de concrétiser cet objectif, et connaissant les difficultés, après bien des hésitations et de longs débats, le CSTI se décida à ouvrir en 1978 le Foyer de la rue de la Gare : refuge pour dépannage immédiat (dont la nécessité a été vite confirmée...) mais aussi communauté de vie et de réflexion, réseau d'amitié pour une découverte réciproque et une solidarité vraie entre les cultures immigrées et françaises.

Ainsi, depuis bientôt 3 ans et demi, ce foyer a pu accueillir près

d'une cinquantaine d'immigrées ou françaises : secours d'urgence, recherche de travail et de logement, animation culturelle, démarches administratives, etc..., apprentissage pratique d'un minimum d'indépendance, qui lorsque cela est encore possible, leur permet une réconciliation plus facile avec leurs familles, ou au moins, avec leur milieu d'origine... de ce point de vue, il ne semble pas inutile de rappeler combien au départ notre projet a pu susciter méfiance, voire hostilité, non seulement de ceux qui craignent la remise en cause de leur pouvoir discrétionnaire sur leurs épouses, leurs sœurs ou leurs filles, mais aussi de la part de certains services sociaux : la vie réelle du foyer a probablement été plus efficace

- Un secours d'urgence de 40 000 F du ministère de la santé en octobre 81.

Ces aides publiques directes, ballons d'oxygène pour la survie du foyer, ne représentent-elles pas aussi une reconnaissance de fait ?

Au démarrage du foyer, et compte tenu des nombreuses réactions favorables, nous pouvions raisonnablement espérer limiter l'important effort de soutien financier de nos amis du CSTI, à un ou deux ans au maximum... le temps de conforter suffisamment cette expérience pour la faire prendre directement en charge par des subventions publiques.

D'autre part, si les appels réitérés lancés auprès de nos adhérents ont été assez largement entendus pour assurer la « Savoie » du foyer jusqu'à ce jour, il n'est plus possible de continuer indéfiniment cette quête harassante chez des militants qui ont déjà bien d'autres engagements financiers d'aide au Tiers-Monde ou de solidarité syndicale et politique (micro-réalisations en Indochine, Amérique Latine, Afrique... et maintenant la Pologne). N'est-il pas grand temps que le relai soit pris ?

Le foyer ne pouvant obtenir une reconnaissance en tant que club de prévention, actuellement la DDASS recherche une autre forme

Une situation aberrante

pour une meilleure compréhension réciproque, que les plus beaux discours que nous aurions pu faire sur la promotion des femmes immigrées.

Maintenant, une bonne partie de nos hôtes nous sont envoyées directement par des assistantes sociales, éducateurs spécialisés, juges des enfants, élus locaux, prêtres, d'autres foyers d'accueil, et les DDASS de Savoie et Haute Savoie... et en général, lorsqu'on fait appel à notre foyer, c'est qu'il faut faire vite, ou que les « solutions classiques » s'avèrent inopérantes.

Alors, que penser de l'exigence pour notre foyer de spécialistes, dûment diplômés ? La réalité que nous vivons n'a-t-elle pas autant de valeur ?

Notre situation actuelle de « non reconnaissance administrative » est d'autant plus aberrante et paradoxale que nous avons bénéficié dès le début d'une aide publique non négligeable :

- 1978, mise à disposition par la municipalité de Chambéry d'un vaste appartement en centre ville et financement des gros travaux et réparations.

- Deux subventions de 50 000 F en octobre 79, et de 50 000 F en décembre 80, obtenues de la DDASS de Savoie à la demande du conseil général.

- L'attribution d'un « poste d'utilité collective » pour 1981, par la direction du travail de Savoie.

de financement définitif à l'accueil des femmes immigrées qui devrait aboutir courant 82.

Le conseil général étant favorable à notre expérience depuis l'ouverture de notre foyer nous avons déposé une demande exceptionnelle d'un recours d'urgence de 40 000 F permettant d'équilibrer le budget 81 et d'un prêt correspondant aux salaires et charges de nos 3 permanents pour janvier et février 82, nous lui demandons également d'intervenir auprès des services de la DDASS pour que diligence soit faite.

Avec la gauche au pouvoir, nous pouvons espérer une nouvelle orientation du FAS, aussi tentons-nous à nouveau une démarche pour une éventuelle prise en charge financière. En 78, il nous avait été répondu que subventionner notre action constituait un transfert de charge.

Suite aux difficultés administratives rencontrées par la DDASS, ces dernières années, pour nous financer, des contacts ont été pris à Paris avec Divers Ministères : santé, solidarité, droits de la femme ; il est évident que notre expérience suscite un intérêt certain. Notre foyer rentre tout à fait dans l'esprit des nouvelles circulaires qui tentent de promouvoir des expériences nouvelles.

Brice Wang

Solidarité : n° 12 Mars 1982. Le numéro 7 F. Pour toute correspondance : CSTI, 95 rue Juivorie, 73000 Chambéry. Tél. (79) 62 14 52

Libre opinion

L'école, ici et maintenant

Comment se ressourcer d'une culture de laquelle on est coupé jusqu'à son cordon ombilical « la langue » ? Comment rester fidèle à un monde sur lequel on n'est même pas informé de première main ? Qu'allons-nous dire et faire à ses enfants qui méconnaissent involontairement jusqu'aux valeurs les plus élémentaires de leur culture et de leur civilisation, et qui se révoltent contre leur famille, comme noyau social contre l'école comme second fief social de socialisation ; et contre une société qui ne leur réserve franchement pas beaucoup d'espaces d'évolution et à laquelle ils n'adhèrent pas parce qu'ils ne se reconnaissent pas en elle.

N'y a-t-il pas là la manifestation pure et simple des effets pervers

dynamique de changement en milieu scolaire et en milieux para et péri-scolaire ?

J'ai souvent lu avec exaltation dans les rapports des techniciens de l'éducation des partis de gauche d'avant le 10 mai, que la situation scolaire renvoie à la situation sociale, que c'est la crise de la société qui explique la crise de l'école ; et que c'est simplement en changeant la première qu'on modifiera la seconde en profondeur. Et si ma mémoire est encore fraîche, quand j'étais directeur d'école dans ma Khroumirie « paysanne » à laquelle je reste encore fidèle comme tous les montagnards du monde. Je me faisais moi et me collègues des paris à propos de la fidélité ou de l'infidélité des dits partis d'alors, à



du système scolaire et de ses programmes étant que chaque structure se reconnaît à ses produits finis ?

Il est plus qu'urgent de chercher un nouvel équilibre éducatif en réhabilitant l'épanouissement dans les familles comme dans l'école, car l'institution scolaire aussi importante qu'elle soit n'est qu'un moyen de formation des jeunes dont les résultats ne constituent qu'un aspect de leur personnalité.

Allons-nous adopter à l'égard des enfants immigrés les attitudes négatives de l'opinion publique d'avant le 10 mai telle qu'elle était *façonnée par les mass-médias de l'époque* ? (fénéants, inadaptés, faibles, ratés, délinquants potentiels...).

Nous n'allons pas épouser ces idées reçues j'espère ?

Va-t-on continuer à adopter le mode de fonctionnement de l'économie moderne de type libéral en matière d'enseignement même aux enfants d'immigrés ?

« Devenir concurrentiel » développer l'émulation, avoir de l'imagination ?

Qu'on dénonce « la paralysie » d'un tel système son « immobilisme » son « esprit de clocher » ou même son « centrisme » et ses carcans « bureaucratiques » comme le faisait le parti radical en 1972 en l'analysant d'une façon purement mécanistes ou plutôt « structuraliste » par exemple, n'apportait pas de solutions aux problèmes de l'école, ni aux enfants d'immigrés.

Le problème qui est posé de nos jours c'est comment substituer à cette situation d'inertie et d'échec, par rapport aux résultats scolaires et sociaux de nos enfants d'immigrés, et comment susciter une ou des solutions de renouveau ; ou une

l'optique qu'ils se faisaient de l'école à laquelle ils attribuaient non sans raisons, une fonction sociale essentielle. Comme « le déconditionnement » « la désaliénation », l'apprentissage de la vie démocratique qui rendra possible la construction de la société socialiste. L'école du peuple c'est là où on apprend à participer, à être « membre actif de la collectivité ». Son rôle est de satisfaire les « besoins », les « aspirations », son mode de gestion et de fonctionnement renvoie au modèle de la société globale. Il y avait même des études se rapportant aux techniques pédagogiques qui « constituent une variante des sciences politiques ».

Nos espoirs ont augmenté depuis alors la publication du plan socialiste pour l'éducation en 1978 « la lutte contre les inégalités et l'école ». On ne faisait qu'attendre les résultats. Pour voir et vivre l'espace scolaire et éducatif et culturel démocratiquement comme berceau du socialisme réel. Et pour être à même d'aspirer à ce que l'enseignement doit apporter « ce supplément d'âme » qui permettra à chacun de vivre heureux et respecté à la place qui est la sienne dans la société. « Un berger vaut bien un P.D.G. et le berger tout autant que le P.D.G. a droit à la culture » disait-on quelque part.

C'est pourquoi pour enrichir ce débat qui est ouvert depuis deux mois au niveau de la délégation nationale pour l'éducation du parti socialiste en vue de débattre du problème « de l'école comme moyen de lutte contre les inégalités » ainsi qu'au niveau de FEN. J'espère avoir contribué par ces quelques réflexions à lui avoir donné une dimension nouvelle ; pour que nous aussi : nous soyons à même de bénéficier des bienfaits de l'école ici et maintenant ».

Ahmed Arfaoui



Après la visite de Mauroy et de Khadafi

LA TUNISIE A LA RECHERCHE D'UN AUTRE SOUFFLE...



Pierre Mauroy venait de quitter la Tunisie, que le colonel Khadafi annonçait son arrivée sur invitation personnelle du président tunisien Habib Bourguiba.

Une visite bien remplie qui a duré six jours et qui a permis aux deux chefs d'état, qui ne se sont pas rencontrés depuis cinq ans, de renouer le dialogue.

Il est vrai que la Tunisie a changé depuis la proclamation de Djerba. Il y a eu bien sûr le « coup de Gafsa ».

Les choses se sont ensuite améliorées sans pour autant que les objectifs du pays se soient clarifiés.

Toute la situation de la Tunisie d'aujourd'hui pourrait se résumer par l'expérience vécue lors des élections législatives du premier novembre dernier. La démocratisation réelle s'accompagne par moments de « coups d'arrêts » aussi brusques qu'inexpliqués.

Ces élections ont été du reste symboliques à plus d'un titre. Pour la première fois depuis longtemps, bien longtemps, une grande partie de l'opposition a pu présenter des listes électorales dans tout le pays.

Les résultats proclamés en faveur de la liste du « Front National » (qui regroupe le Parti Socialiste Destourien et une partie de l'Union Générale des travailleurs Tunisiens) ont éliminé tous les représentants de l'opposition.

Pourtant on continue de parler des rencontres du premier Ministre Mohammed Mzali avec le leader du MDS, Mestiri et des engagements du premier, en ce qui concerne la régularité du scrutin et des résultats.

Mais à l'annonce des résultats annoncés, tout le monde a crié à la fraude, et on aime à raconter cette blague à Tunis : « Rien que la famille de Mestiri, doit faire près de 6 000 personnes ». Il n'a en effet obtenu qu'un millier de voix.

C'est en tout cas le résultat officiel.

Vraie ou fausse, cette appréciation, illustre pour certains la victoire des listes de l'opposition. Le résultat aurait même dépassé les espérances. On a parlé de résultats acquis à 70 % et même 80 % dans certaines régions.

Il est difficile de faire la part des choses. Mais d'ores et déjà, on peut tirer un certain nombre d'enseignements. La jeunesse a voté contre un état de fait régnant dans le pays. L'opposition semble avoir profité d'un mécontentement plus ou moins général pour faire le point et même le trop plein.

Mais cela ne fait que compliquer une situation déjà passablement compliquée.

Le P.C. tunisien se targue pour sa part d'avoir obtenu près de 20 % de voix. Cela est peu probable, sauf à Gafsa, où il était le seul parti de l'opposition à avancer une liste. Le M.D.S., par la couleur de son bulletin de vote (le vert) et aussi par la personnalité de son leader Ahmed Mestiri, est sorti grandi de cette expérience.



C'est ce qui fait dire à certains observateurs, que la « libération » de M. Habib Achour (qui était en résidence surveillée) et sa nomination en tant que président du syndicat unique (UGTT) ne visait qu'à atténuer la popularité du leader du MDS.

L'agitation qui a suivi la déception causée par les résultats, semble avoir mis tout le monde au pied du mur. La nécessité d'un dialogue entre les forces en présence (patronnat) a calmé les esprits, surtout que la situation devenait de jour en jour assez explosive.

C'est à la veille de l'arrivée du premier ministre Pierre Mauroy que les accords pour une augmentation générale des salaires de 25 à 30 dinars (250 à 300 francs environ) par mois, ont été signés. En contrepartie, aucune grève pour raisons de salaires ne doit avoir lieu au cours de l'année.

On répète souvent à Tunis que les négociations ont été très dures et que les positions au départ entre les partenaires sociaux étaient assez éloignées.

Mais un compromis a été trouvé. La question est de savoir maintenant si la base syndicale va accepter ces résultats. La visite de Mauroy intervient dans cette situation.

On parle beaucoup de nouvelle coopération. De dialogue Nord-Sud. Mais il semble bien qu'aucun résultat autre que la création d'une langue mixte n'a été obtenu.

Une certaine déception régnait dans la classe politique.

Petit fait insolite, à signaler. Lors de la réception organisée à l'Ambassade de France, tout le monde a remarqué les petits appartés entre membres du gouvernement et ceux de l'opposition, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis le mois d'octobre. C'est ce qui a fait dire à un diplomate français « la France réunit toujours les Tunisiens ».

Probable. Mais Khadafi, aussi à sa manière avait unifié les Tunisiens... contre lui. Mais il semble bien que cela va changer, car sa dernière visite a montré un Khadafi différent des autres années. Toujours des certitudes certes : l'union est toujours sa revendication essentielle. Mais, elle n'est plus un préalable à quoi que ce soit.

Durant son séjour en Tunisie, le président Libyen, sur les conseils semble-t-il, de Mohammed Masmoudi, ancien ministre des affaires étrangères de Tunisie, a remis au président Bourguiba les originaux de l'accord signé à Djerba.

Ce geste a contribué certainement à améliorer les relations psychologiques. Cette information a été rapportée par un hebdomadaire tunisien : « le Maghreb », qui a été saisi par les autorités quelques heures après la mise en vente de son numéro. Parfaite illustration du changement avec « à coups ».

Par ailleurs, le verdict de la cour de la Haye, en faveur de la Libye dans l'affaire du plateau continental, ne semble pas avoir altéré la visite du président Libyen. C'est à peine si on en a parlé. Khadafi a juste proposé l'exploitation en commun. Mais il était venu pour montrer aux Tunisiens qu'il avait changé et pour leur dire « qu'ils étaient toujours son premier amour ». Quand on songe aux différentes déceptions qu'il a eu avec d'autres voisins, on comprend mieux ce qui a pu se passer.

C'est ainsi qu'il a rencontré des intellectuels triés sur le volet lors d'un débat, puis ce fut le tour de la jeunesse destourienne (celle du parti) et enfin les femmes organisées de rencontrer le président Libyen. Peu d'échos à l'extérieur. Et pour cause. Du côté des officiels Tunisiens, on se méfie toujours de Khadafi. Il n'était donc pas utile de lui permettre le contact direct avec la foule comme ce fut le cas il y a quelques années au Palmarium. Car le président est plus vieux, plus fatigué aussi. Il ne peut plus lui donner des « leçons magistrales » comme il aimait en faire.

Mais on était intéressé, du côté tunisien à toute forme de coopération. La Libye aussi. On a levé certaines barrières psychologiques. D'autres subsistent. Mais pour la dernière fois, on a parlé de liberté de circulation entre les deux pays. On a parlé de culture et d'enseignement, afin d'unifier les objectifs. Les Tunisiens ont enregistré avec intérêt les propositions de l'autre partie, mais un chat échaudé craint l'eau...

Ce voyage a permis aux deux parties d'envisager sérieusement l'avenir de la coopération entre les deux pays. Reste comme toujours à passer aux actes. C'est à ce moment là seulement qu'on parlera de succès...]

M.A.

Portugal

« La crise politique »

Le commandant Vasco Lourenço, membre du Conseil de la Révolution, a condamné l'action du ministre de l'Intérieur et du gouvernement dans l'affaire de « l'insurrection terroriste ».

Répondant au secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, Rebelo de Sousa, ce membre éminent du C. de la Révolution, l'a accusé de « chercher à cacher l'attitude du M.A.I. (Ministère de l'administration interne) et du gouvernement qui ont inventé un climat d'insurrection dans le pays alarmant ainsi la population, et qui, plus tard, tomberait dans le ridicule ». Il a ajouté que le gouvernement et le MAI manquent de respect à l'égard des forces de sécurité, gaspillant leur crédibilité auprès de ceux qu'elles doivent servir : les citoyens en général ».

Le conseiller de la révolution a encore blâmé le directeur général de l'information par son manque d'indépendance vis-à-vis du gouvernement et d'avoir retenu des nouvelles au profit des membres du gouvernement.

Dans le même cadre de crise, plusieurs responsables du Parti Socialiste ont déclaré que son parti n'a pas passé des accords avec l'AD (Alliance Démocratique, coalition au pouvoir), à propos de la révision constitutionnelle. Dans un entretien accordé au quotidien « Diário de Lisboa », Mário Soares, leader du PS, a démenti l'existence d'un accord avec le PSD : « il n'y a pas d'accord derrière le rideau », a-t-il affirmé, simplement, « des consensus établis au sein de la Commission électorale de révision constitutionnelle ».

Du côté du PSD (Parti social-démocrate, principal membre de l'AD), la tendance opposée au premier ministre a multiplié à ce moment des déclarations de soutien à la continuité du gouvernement, mais d'autres contradictions éclatent. Santana Lopes, président de sa Commission politique à Lisbonne, vient de présenter sa démission de la Commission nationale. Il a déclaré que « l'exécutif est en train de gérer sans changer ». Et que « l'AD manque de courage politique pour aller vers le changement ».

Cette crise politique met en évidence les limites de la démocratie formelle, bourgeoise. Le respect pour ses principes et la manipulation des organes du pouvoir par les plus puissants permettent l'implantation d'un chaos économique et social sans que des forces sociales plus actives puissent intervenir efficacement. On serait tenté de conclure que le principal échec des capitaines a été son incapacité à impulser d'autres formes de démocratie, directe ou populaire, complémentaires.

D. Lacerda

Un autre espoir au Guatemala

UNE REVOLUTION AU VISAGE INDIEN

Le Guatemala est en voie de devenir un nouveau Salvador. Ronald Reagan, qui essaie de faire adopter son « plan de développement économique et militaire » de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, le sait mieux que personne.

Mais à l'heure où le gouvernement américain est prêt à investir quelque 350 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs) pour soutenir les oligarchies dans ces dictatures sanglantes, les forces révolutionnaires guatémaltèques s'unissent et multiplient leurs offensives à l'approche de la consultation électorale truquée du 7 mars prochain.

16 Janvier 1980 : près de quatre cents indiens descendent l'Altiplano (les hauts plateaux) vers la capitale : Guatemala Ciudad. Ils viennent dénoncer la répression féroce de l'armée dans la région du Quiché, au Nord du pays. Après quelques meetings éclairs dans le centre ville, une vingtaine d'entre-eux décident d'occuper pacifiquement l'ambassade d'Espagne pour se faire entendre des autorités. La police, qui encerclé l'édifice donne l'assaut et lance des bombes au phosphore. Un massacre épouvantable : tous les manifestants et

même le personnel de l'ambassade sont brûlés vifs à l'intérieur du bâtiment. Seul l'ambassadeur et un paysan échappent aux flammes ; ce dernier est enlevé le soir même de l'hôpital où on l'a conduit. Son corps torturé est retrouvé deux jours plus tard à l'entrée de l'Université nationale.

Deux ans après, la date anniversaire du drame est entrée dans la mémoire collective du peuple guatémaltèque.

Mais les assassinats, la torture, les disparitions appartiennent aussi à la réalité quotidienne du Guatemala. Pour la seule année

« Appel à la solidarité »

José est un des membres actifs du collectif Guatemala, il nous raconte ci-après, l'histoire et les activités de ce collectif.

Le collectif Guatemala a été créé il y a trois ans avec seulement quelques compatriotes (les Guatémaltèques ne sont guère plus d'une cinquantaine en France). Mais depuis, des français sont venus nous rejoindre et nous avons maintenant un véritable comité franco-guatémaltèque.

Notre but est de promouvoir la solidarité non pas avec telle ou telle organisation de mon pays mais avec toutes les forces qui luttent pour le renversement de la dictature et pour l'instauration d'un gouvernement populaire et démocratique.

Jusqu'à présent nous avons fait essentiellement de l'information et pris des contacts. Le gala de la Mutualité du 23 février dernier - il a réuni quelques deux mille personnes - était un peu notre baptême du feu.

Nous maintenons des contacts très étroits avec les comités Salvador et Nicaragua. Nous réalisons ensemble son bulletin « Amérique Centrale en Lutte ». Cependant, tout en remplaçant

toujours le cas du Guatemala au sein du conflit régional, nous essayons de garder notre spécificité.

Nous ne nous attendions pas à une mobilisation comparable à celle pour la Pologne, mais nous devons tout de même nous efforcer d'élargir nos soutiens. Jusqu'à présent, ce ne sont que les secteurs traditionnellement anti-impérialistes qui nous appuient.

Il faut aussi détruire cet esprit de concurrence entre les différents courants de solidarité, qu'ils soutiennent des guerres de libération sur le continent américain ou Solidarinosc. Ce sont les deux pôles d'une même dynamique de mobilisation qu'il faut encourager.

Les grandes organisations politiques et syndicales sont toujours méfiantes vis-à-vis de ce genre de comités. Mais, étant reconnus par les mouvements au Guatemala, nous avons moins de mal à nous imposer auprès des partis et syndicats français.

Propos recueillis par
Thierry Leclere

(1) Collectif Guatemala : 67, rue du Théâtre - 75015 Paris
(réunion tous les jeudis à 20h)

1981, la terreur d'Etat utilisée comme méthode de gouvernement par le président Lucas Garcia est responsable de la mort de plus de 10 000 personnes.

Paysage politique courant, trop connu dans l'isthme américain : l'armée au pouvoir, dernier rempart d'une oligarchie qui saigne tout un pays.



Et des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : plus de deux personnes sur trois sont analphabètes ; 80 % des enfants souffrent de malnutrition. Le pays est au bord de la banqueroute : un chômage pléthorique, plus aucun investissement et une fuite de capitaux qui se serait montée à 500 millions de dollars pour les quatorze derniers mois.

La troisième industrie du pays, le tourisme, est en crise ; le café, principal produit d'exportation souffre de la baisse des cotations sur le marché mondial.

Les multinationales - principalement Nord-américaines - qui s'étaient jetées, il y a quelques dizaines d'années, sur les richesses naturelles du pays amorcent un net désengagement.

Une des plus importantes compagnies internationales du pays qui exploite le nickel s'est récemment retirée du Guatemala.

« Dans ce contexte de crise généralisée, le gouvernement se trouve totalement isolé. Ouvriers, paysans, cadres, étudiants, enseignants, habitants des bidonvilles... tous les secteurs de la population se trouvent aujourd'hui impliqués dans la lutte » déclarait vendredi dernier à la presse une représentante de l'Union Nationale Révolutionnaire Guatémaltèque (UNRG).

Née il y a vingt ans d'une explosion populaire dans la capitale, la guérilla restait très isolée et peu efficace jusqu'à ces dernières années. Aujourd'hui, les quatre

principales organisations politico-militaires - regroupées depuis quelques semaines au sein de l'UNRG - mènent le combat sur plus d'un tiers du territoire.

Dans les villes deux fronts politiques rassemblant de nombreux partis démocratiques développent la propagande auprès de la population.

Elément décisif pour la victoire, la participation des indiens permet aussi de jeter les bases d'une société nouvelle qui devra sceller la réconciliation entre « naturales » (ou indiens) et les « ladinos » (métis nés après la conquête espagnole). Symbole du soulèvement de tout un peuple, un « comité d'unité patriotique » réunit d'ores et déjà vingt deux personnalités parmi les plus représentatives des différents secteurs sociaux et politiques ; qui participent à la lutte.

Depuis le début de ce siècle, le Guatemala n'a connu que dix années de démocratie, de 1944 à 1954 date du coup d'Etat, financé par la CIA, qui renversa le gouvernement démocratique de Jacob Arbenz.

Héritiers des traditions révolutionnaires de tout un continent, « les hommes du maïs » entendent bien chasser une fois pour toutes les nouveaux conquérants venus du Nord et leurs valets.

Mais ils savent aussi qu'après le Nicaragua et le Salvador, la position du Guatemala est très inconfortable.

Thierry Leclere.

La mascarade électorale

Isolée, discréditée, la dictature de Lucas Garcia a perdu tout prestige auprès de ses plus fidèles alliés. Les élections présidentielles du 7 mars prochain tenteront de donner une façade démocratique à un régime qui baigne dans le sang.

Quand on sait que les principaux leaders des partis d'opposition (y compris ceux de la Démocratie Chrétienne) ont « disparus » ou ont été assassinés, on mesure la représentativité des quatre candidats à ces élections.

Opération de séduction en direction des Etats-Unis, ce scrutin constitue aussi un enjeu à l'intérieur du pays.

Les deux principaux candidats, Gustavo Anzuero Vielman (architecte), peut-être le favori de Washington, et Anibal Guevara (Général), candidat de l'armée, tombent d'accord sur un point qui peut se résumer en un : « Mort à la guérilla ».

Mais leur principal rival sera l'appel à l'abstention lancé par les organisations populaires et révolutionnaires guatémaltèques. Déjà, en 1978, l'actuel président était élu avec un taux d'abstention de 63,5 % ; pourtant, à cette époque, l'opposition démocratique ne possédait ni l'influence ni la force qu'elle a aujourd'hui. De plus, la présence de la guérilla empêchera le bon déroulement de la consultation sur plus de la moitié du territoire.

De quelle légitimité pourra se targuer le futur président du Guatemala ?

Amérique Centrale :

REAGAN DISTRIBUE DES MILLIONS

Le président des USA a tenu mercredi 24 février un discours-programme à propos de l'Amérique Centrale et des Caraïbes. Annoncée depuis plusieurs jours à grands renforts de publicité et de fuites organisées, reculée de nombreuses fois, cette déclaration faite devant l'Organisation des Etats Américains se voulait modestement une nouvelle définition version XX^e siècle de la doctrine Monroe.

droite américaine. D'une part, hors la libre entreprise, c'est l'enfer communiste. D'autre part, ce qui est bon pour les USA est bon pour le monde entier. A fortiori, pour les riverains d'un « lac yankee ». L'essentiel des propositions économiques dont Reagan entend faire les « pays méritants » bénéficier, consistent à aider le secteur privé à se développer en Amérique Centrale et dans les Caraïbes :

- les entreprises multinationales américaines qui voudront investir dans cette région verront le Trésor américain leur accorder des facilités.

- les barrières douanières américaines seront abaissées en faveur des produits centre-américains et caraïbéens.

- une aide financière (350 millions de dollars) et technique sera offerte aux pays de la région pour leur permettre d'assumer leur développement.

- pour faciliter cette politique, les USA comptent pousser les pays développés capitalistes (Japon, Canada, Europe), et certains pays du Tiers-Monde en voie de développement comme le Mexique

pots-de-vin ou à récolter quelques miettes des bénéfiques qu'à défendre les intérêts de leur patrie. Le plan Reagan n'innove pas à ce niveau mais tout au plus permet d'accélérer le processus d'exploitation et d'utilisation des petits pays d'Amérique Centrale et de la Caraïbe soit directement en pillant les ressources naturelles, soit indirectement en les transformant (surtout dans les Antilles) en économies de sous-traitance.

On voit mal à partir de là en quoi un tel plan peut résoudre les problèmes politiques qu'affrontent et qu'auront à affronter les USA dans cette région du monde. Car ne faisant pas disparaître les inégalités mais poussant à leur accroissement, il y a peu de doute que les luttes sociales et politiques contre les oligarchies et régimes soutenus par Washington ne s'arrêteront pas d'aussitôt.

De plus, ce plan économique étant à long terme, et selon les propres analyses américaines ayant peu de chance d'être réalisé avant plusieurs années, on attendait du président Reagan qu'il précise sa politique pour l'immédiat. Interviendra-t-elle ? Telle était la question ; il n'y eut pas de réponse. Certes Reagan a déclaré ne pas vouloir utiliser la « force brutale » qui resterait « l'arme des communistes » mais tout aussitôt il a assuré qu'il comptait défendre « fermement » et « avec décision » « la liberté ». Quant on sait que cette « liberté » consiste au Salvador à l'écrasement de la guérilla et que selon le Pentagone cela ne sera possible qu'avec l'aide directe des USA, on peut légitimement penser que les risques d'une intervention directe et armée des USA dans ce pays est encore réelle.

Ainsi sur la question de fond, Reagan est resté silencieux. Aucune réponse n'a été apportée au discours de Managua prononcé par le président mexicain, Jose Lopez Portillo, qui à l'occasion de la tenue au Nicaragua de la Conférence des Partis Politiques d'Amérique Latine (COPRAL) du 19 au 21 février dernier, avait réclamé l'ouverture de négociations tout azimut (entre la guérilla et la junte au Salvador, les USA et le Nicaragua, Washington et la Havane) pour la résolution politique des conflits ouverts ou latents d'Amérique Centrale et de la Caraïbe. Plus exactement la réponse apportée par Reagan est une litanie rituelle d'accusations et de déclarations péremptoires anticomunistes dont le simplisme n'a de pareil en France que chez J.M. Lepen. Sans parler du fait qu'en lisant bien le discours de mercredi dernier, on se rend compte qu'une partie de la somme consacrée à l'aide économique consiste en un important budget militaire de 60 millions de dollars.

Ainsi ce plan économique ne résoudra rien de fondamental. Seul au Costa Rica où les contradictions politico-économiques étant moins aiguës qu'ailleurs, une aide



économique peut enrayer l'amorce de la « destabilisation ». En revanche, il risque de poser des problèmes à l'administration américaine au plan intérieur car il sera difficile d'expliquer aux américains et à leurs élus au Congrès que dans le même temps où tous les budgets sociaux (santé, chômage, retraite ...) sont réduits au strict minimum symbolique, il faille trouver des millions de dollars qui se transformeront en bénéfice pour les multinationales ou en argent de poche d'oligarches centro-américains.

Non seulement ce discours reaganien ne résoud rien mais de

l'avis du Président mexicain, « les chances d'une détente se réduisent en Amérique Centrale » (interview au Monde 27/02/82). Il y a peu à perdre de parier que le président américain soit obligé de faire avant longtemps un autre discours historique.

En attendant, les assassinés et les torturés se comptent par milliers dans les « états démocratiques » (1) du Honduras, du Guatemala, de Haïti ...

Neg Mawon

(1) Propos tenu par T. Enders, sous-secrétaire d'état américain aux affaires américaines.



A la doctrine Monroe, on y eut droit : maintenir cette région du monde dans le giron américain et y empêcher qu'y apparaissent de nouveaux Cuba et Nicaragua. En cela rien de nouveau chez l'Oncle Sam. Mais Reagan est son administration ont voulu innover en avançant un plan de développement économique à moyen terme pour les pays entourant la mer des Caraïbes. Innovation car il s'agit pour la première fois d'une reconnaissance implicite par les USA que la « subversion » régnant dans cette partie du monde a entre autres comme cause les inégalités sociales qui y existent. A croire que le discours mitterrandiste sur le Tiers-Monde et le dialogue Nord-Sud a été perçu dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Ce n'est pas un hasard que le programme de Reagan a été salué à Paris comme allant « dans le bon sens »

Mais ce plan économique reprend deux principes chers à la nouvelle

à participer financièrement à ce vaste projet et utiliser comme conseillers dans l'aide technique les colonies américaines de la région (Puerto-Rico et Iles Vierges) qui auraient de « fortes traditions de démocratie et de libre entreprise » (sic).

Sans entrer dans le détail de ce plan, il se résume à l'apport d'une aide financière officielle aux multinationales pour qu'elles accentuent leur déploiement en vue de substantiels profits. Et accessoirement à distribuer des dizaines de millions de dollars aux oligarchies et bourgeoisies nationales des différents pays de la région. Quant aux peuples, on voit mal ce qu'ils gagneront à cette curée. Car aujourd'hui déjà, les sociétés américaines sont implantées en pagaille en Amérique Centrale, y exploitent et pillent d'autant plus facilement qu'elles y trouvent une main-d'oeuvre à bon marché et des responsables politiques qui pour la plupart pensent plus à toucher des

La liberté s'arrête à Varsovie...

Le Pape s'est enfin exprimé sur la situation au Salvador. Depuis l'assassinat de Mgr Romero qu'il avait d'ailleurs timidement condamné, Jean-Paul II avait oublié que dans ce pays d'Amérique Latine et ses voisins, au nom de l'Occident Chrétien des prêtres étaient pourchassés et les principes évangéliques qui lui sont si chers quotidiennement bafoués.

Il aurait mieux fait de se taire. Selon lui, « La guérilla laisse le deuil dans les villes et les villages, et cause la destruction de ponts, d'installation économiques d'importance vitales ». Déclaration à rapprocher de celle de Reagan qui estime que les « communistes... exploitent et aggravent les difficultés économiques temporaires pour

s'emparer du pouvoir ».

Certes le Pape a aussi déclaré que « l'action des groupes armés qui cherchent à étouffer les foyers d'opposition n'est pas moins dure et sévère » mais le parallèle entre junte militaire et guérilla est mal placé.

D'ailleurs il n'y a pas de quoi s'étonner. En Afrique, Jean-Paul II n'a pas condamné l'Apartheid, au Brésil il a refusé de soutenir les métallurgistes en grève et au Mexique il a rappelé à l'ordre les églises trop enclines aux aspirations populaires.

Décidément, hormis à Varsovie, l'oppression ne se voit pas du Vatican.

Neg Mawon





Max Martin, assassiné le 25 février

Guadeloupe:

L'EPOPEE D'UN CAÏD ASSASSINE

Le 20 novembre 1981 éclatait à Capesterre Belle-Eau en Guadeloupe, une des plus importantes grèves du moment : celle des ouvriers agricoles de la Société Civile d'Exploitation Fruitière Antillaise, appartenant à Monsieur Max Martin, béké guadeloupéen et gros caïd de la banane.

Cette grève qui avait pour objectif l'amélioration des conditions de travail et le paiement régulier des salaires essentiellement, pris rapidement une tournure politique en exacerbant l'opposition dans les deux camps : celui des planteurs et celui des ouvriers soutenus par leur syndicats et par le camp indépendantiste.

C'est ainsi que l'on vit se multiplier des formes actives et nouvelles de lutte : occupation des terres, barrages des routes et manifestations de soutien. Ce fut d'abord la répression qui servit de réponse : intervention de CRS, affrontements. Mais la résistance des grévistes rendit nécessaires l'intervention de l'Etat et la nomination d'un conciliateur, en la personne de Monsieur Philogèbe. Max Martin semble-t-il résolu à laisser pourrir la situation, refusa toutes les propositions de la Commission de conciliation, propositions acceptées par ailleurs

suivie le passage des cyclones David et Allen qui dévastèrent les champs de banane fragiles. Tous ces éléments conjugués ont-il eu pour résultat une baisse de la rentabilité de la banane ?

Ce n'est pas impossible. Si on ajoute à cela que d'autres secteurs (le tourisme, l'import-export, le commerce) deviennent de plus en plus lucratifs aux Antilles, et à ce propos Max Martin déclarait dans une interview au Monde en 1974 « le chiffre d'affaires de mes sociétés agricoles n'égale pas le bénéfice net de certains grands magasins. Les commerçants sont les fossoyeurs de l'île. Ils asphyxient mes salariés donc ils m'asphyxient en même temps ». Puis : « Savez-vous comment je gagne le mieux ma vie ? En vendant des moteurs de hors-bord. C'est la marge assurée ».

Mais le 15 février 1982, coup de théâtre : Max Martin est retrouvé mort devant son domicile, abattu de deux balles.

A-t-il été assassiné par un de ses

Mais il n'y a pas que les ouvriers de la SCEFA qui ne portent pas cet homme dans leur cœur. Max Martin dérange aussi les autres grands ou moyens caïds du coin. Il dérange les békés car il bouleverse leurs préjugés et leurs habitudes : « Parmi les békés, oh je n'ai pratiquement que des ennemis. Des gens dont j'ai bouleversé les habitudes, des gens qui font de la banane depuis des générations, qui ont encore des affaires relativement petites ou moyennes ». « Au niveau des békés propres à la Guadeloupe, il y a très peu de békés qui sont réellement dynamiques, qui ont une vision d'avenir et qui ont l'intention de faire quelque chose. Ils sont beaucoup plus conservateur qu'en Martinique. En plus il faut dire très franchement une chose, c'est qu'ils ont rarement fait des études. Les titulaires du

Finances, j'ai été embauché comme directeur du syndicat bananier et je suis resté deux ans avec eux ; je les ai quittés parce que j'avais le sentiment qu'ils m'avaient embauché pour une tâche déterminée : l'unification de la profession, mais qu'en définitive ils m'avaient embauché pour le faire tout en espérant bien que je n'en ferais rien et que c'était une sorte d'alibi aux yeux de l'administration qui elle, souhaitait cette unification. Lorsque j'ai eu cette conviction intime, je les ai mis au pied du mur, j'ai réellement fait tout ce qu'il fallait pour unifier les planteurs de bananes : grands, petits et moyens, quelque soit leur tendance. Et à ce moment-là, je me suis heurté à eux, alors je suis parti en claquant la porte... Et quand le domaine de Marguisat était à vendre, par la CFS - l'usine était fermée - j'ai

de faire l'opération. A cette époque, le préfet de la Guadeloupe refusait de me serrer la main. Et j'ai été attaqué par l'Étincelle, par l'extrême-droite aussi, par le groupement bananier, la SOBAG qui représente l'ensemble de la banane a tout fait pour que je ne puisse pas acheter ce domaine. J'ai réussi à mettre en place le financement, non sans incident d'ailleurs. Parce que c'est la BNP et le Crédit Agricole qui devaient me financer : le Crédit pour acheter les terres et la BNP pour l'exploitation. Le matin de la signature des actes chez Maître Thionville, c'est-à-dire le 19 ou le 20 mars 1971, à 8 heures et quart, alors que je devais signer les actes à 9 h (M. Laurent de la CFS était venu de Paris pour signer les actes), j'ai eu un coup de téléphone du directeur de la BNP qui me dit : « désolé Max, mon vieux, ordre supérieur de la Place Vendôme, la BNP de la Place Vendôme... Pour faire plaisir au gouvernement ! A une heure de la signature des papiers ! Alors, je suis allé à la BDAF (Banque des Antilles Françaises), l'ancienne Banque de la Guadeloupe, j'ai trouvé un excellent ami, M. Bahin et je lui ai expliqué que la BNP me laissait tomber - et le Crédit Agricole aussi... bref je n'avais pas de financement à ma disposition. Et alors en l'espace d'une heure, la BDAF a mis le financement à ma disposition. Alors à 9h, je suis entré dans le bureau de Maître Thionville et nous avons fait l'opération... Evidemment à la Guadeloupe ce sont mes amis bananiers qui ont fait les pressions ».

Avec un tel passé, il se peut que Max Martin ait été abattu par des patriotes guadeloupéens, mais on ne peut exclure l'hypothèse que ceux que Martin a gênés dans leurs affaires aient commandité le meurtre de ce gêneur, sachant que les soupçons se porteraient en premier lieu sur les ouvriers et en particulier sur les organisations syndicales indépendantistes. Dans ce cas, ils ne se sont pas trompés, puisque les trois premiers interpellés furent des membres de l'UTA. Après un passage à tabac en règle dont les armées coloniales ont l'art, ils furent libérés.

En tout état de cause, les circonstances de la mort de ce latifundiste shérif illustre les tensions et le pourrissement de la société coloniale tant au niveau économique que politique.

Et ce n'est pas la minute de silence demandée par Gaston Deferre au Conseil Général de la Guadeloupe qui changera quelque chose.

Aline N'Goala

Note : Tous les propos de Max Martin ont été recueillis en décembre 1976 par Marie-Céline Lafontaine, membre du Groupe de Recherche sur l'Organisation et le Milieu des Sociétés Caraïbes (GROMSCA), dans le cadre d'une étude sur la Reproduction des hiérarchies sociales et action de l'Etat : Le cas des Antilles françaises.

«J'ai beaucoup d'ennemis»

par l'Union des Travailleurs Agricoles, syndicat indépendantiste, connu pourtant pour ses positions de fermeté.

La première question que l'on peut se poser est la suivante : Max Martin avait-il déjà décidé de laisser ses cinq cents hectares de bananes à l'abandon ?

En des termes plus capitalistes la banane est-elle encore rentable ?

D'après les dernières statistiques les exportations de banane qui ont été de 63.215 tonnes en 1980 ont atteint leur plus bas niveau depuis 1964. D'après Max Martin lui-même la situation de la banane est franchement critique : « Mes affaires de banane sont très malades en matière de trésorerie : on a connu la mévente ; la sécheresse en métropole l'été dernier a fait que les fruits concurrents sont arrivés trop tôt sur le marché. Et en plus la banane est un fruit que l'on ne mange plus quand il fait très chaud. Les gens à ce moment-là préfèrent les oranges, les fraises, les cerises, les fruits qui ont du jus. Donc nous avons vendu énormément de bananes à perte ; j'envoyai des bananes et au lieu de recevoir de l'argent, j'envoyai encore de l'argent pour les frais d'approche... » déclarait-il au cours d'une interview* en 1976. Puis il y eut l'éruption de la Soufrière et l'évacuation de la Basse-Terre entraînant des problèmes de chargement dus au fait que le port de Pointe-à-Pitre n'était pas suffisamment équipé. Ce furent en-

ennemis personnels qui lui reprochait sa morgue et son extrême dureté ? Lui-même reconnaissait que ceux-ci étaient nombreux : « J'ai beaucoup d'ennemis. Des masses de gens que je ne connais ni d'Ève ni d'Adam. J'ai une presse qui est excessivement mauvaise. C'est peut-être dû à un certain nombre de journalistes en fait...

Je crois que c'est le fait d'antipathies qui s'ajoutent, et puis les gens disent n'importe quoi, surtout ici. Peut-être que je ne suis pas non plus tellement sympathique et tellement adroit... »

Ou s'agit-il d'un attentat politique ? Cette hypothèse n'est pas à exclure. Cependant, il s'agit de savoir avant de conclure hâtivement à qui pourrait profiter le crime. C'est vrai que Max Martin est un homme qui dérange, c'est un homme craint et pourtant haï.

Haï par les ouvriers parce qu'il est bien sûr un exploiteur, mais en plus un exploiteur-caïd-shérif-colt-dobermans qui n'hésite pas à rudoyer les ouvriers et à déclarer : « Ce que j'offre ce sont des emplois, j'ai créé plus de 400 emplois dans cette région. Personne ne me doit de reconnaissance. C'est sûr. Mais je pense qu'on devrait voir que je leur offre des emplois alors qu'il n'y en avait pas ».

Les ouvriers eux demandaient carrément le départ de Max Martin « Max Martin Dewo » et l'application d'une convention collective pour la banane.

Qui est vraiment Max Martin ?

Certificat d'Etudes Primaires sont légion parmi eux. Car quand on a une élite économique, il faut que cette élite qui a des moyens financiers puisse avoir au moins un minimum de culture générale ou soit spécialisée, ce qui n'est pas le cas malheureusement ».

Ces jugements sévères lui valurent évidemment bien des inimitiés parmi les békés. Mais c'est surtout l'itinéraire personnel de Max Martin peu ou mal admis dans la caste des békés et fauteur de troubles dans le destin tout tracé des requins de la banane qui lui causèrent le plus d'antipathies.

Qui est réellement Max Martin ? Comment est-il arrivé à la situation de propriétaire de 580 hectares de terre, et le chef de la plus grande bananeraie de la Guadeloupe ?

En parlant de ses difficultés avec les planteurs de bananes, Max Martin raconte son histoire ou plutôt celle de son acquisition : « Parce que d'abord, j'ai eu de grosses difficultés avec eux (ses concurrents dans la banane)... Quand j'ai quitté l'Administration des

voulu acheter ce domaine. Bien sûr je n'avais pas les moyens de payer la terre et j'ai fait un coup de bluff terrible, j'ai pris une option sur l'affaire, une option avec un chèque de 45 millions, j'ai fait signer une promesse de vente, j'avais 350 hectares de domaine et j'ai versé un chèque de 45 millions en garantie. Mais étant bien entendu que si je ne faisais pas l'affaire, je perdais mes 45 millions.

Autrement dit, si je n'avais pas réalisé l'opération, je perdais mes 45 millions anciens. C'est tout ce que je possédais et même au-delà. Pour faire la provision du chèque, j'avais fait appel à quelques amis qui m'avaient donc avancé l'argent. Lorsque la profession bananière a appris la chose - c'était en 1970 - elle s'est collée au plafond, elle s'est réunie, elle a ameuté tous les hommes politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche. Au nom de la réforme agraire ils ont voulu empêcher qu'un particulier fasse l'opération et ils ont réuni le Conseil Général qui à l'unanimité a pris la décision de donner au Gouvernement un droit de préemption à la SAFER pour empêcher



La situation militaire en Erythrée

De violents combats se sont déroulés au cours de ces deux dernières semaines en Erythrée. (Nord de l'Éthiopie). La plus ancienne guérilla d'Afrique (20 ans) est devenue une guerre classique de positions entre l'armée Éthiopienne et le Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE).

Quinze jours après le début des combats, qui ont commencé le 12 février par une attaque des indépendantistes Erythréens contre les lignes Éthiopiennes, dans le Nord-Est de l'Erythrée, le FPLE avait réussi à conserver ses positions.

Retranchés dans les montagnes, disposant de chars et de canons pris aux Éthiopiens les années précédentes, les forces du FPLE, soutenues par plus de quatre mille militants du Front Populaire de Libération du Tigre (FPLT), tenaient toujours le massif du Sahel, bastion des rebelles Erythréens depuis leur repli en 1979.

L'armée Éthiopienne a vainement tenté d'enfoncer les lignes du FPLE en plusieurs points du Front qui, partant de la Frontière Soudanaise, descend jusqu'à une quarantaine de Km au sud de Nakfa, dernière ville encore aux mains du FPLE.

Ces raids n'ont toutefois pas réussi à affaiblir le dispositif du FPLE, tant dans le Nord-Est que dans la région de Nakfa. Les bombardements aériens ont toutefois considérablement réduit l'intensité dans les jours qui ont suivi le 20 février, selon le FPLE, cet état de choses serait consécutif à l'attaque qu'il a lancée, le 19 février contre l'aéroport d'Asmara.

Le commandement des forces indépendantistes Erythréennes, selon lequel six divisions Éthiopiennes au moins ont été engagées dans la bataille, fait état de très lourdes pertes Éthiopiennes sur tous les Fronts : près de dix mille tués et blessés, cinq cents prisonniers ainsi qu'une importante quantité d'armes et de matériel capturée.

Les dirigeants du FPLE se sont refusés à indiquer quelles étaient les pertes du Front Populaire.

Le FPLE a accusé l'armée Éthiopienne d'utiliser des gaz lors de cette nouvelle offensive contre le réduit Erythréen, notamment le 15 février, dans le Nord-Est. Plusieurs combattants Erythréens auraient été intoxiqués après l'explosion d'obus. Selon un médecin du FPLE, ces combattants, tous guéris, ont été en proie à des vomissements, à des difficultés respiratoires et à des troubles de la vue.

Dès le 22 février, les responsables militaires du FPLE estimaient que la nouvelle offensive éthiopienne avait d'ores et déjà échoué et que l'armée éthiopienne s'était considérablement affaiblie, en dépit de l'aide soviétique, libyenne et yéménite.

Si, de par sa position, son organisation et sa détermination, le FPLE paraît en mesure de faire échouer l'offensive éthiopienne annoncée, il ne semble pas qu'il soit en mesure de récupérer dans l'immédiat le terrain perdu les années précédentes, étant donné le déséquilibre numérique et matériel.

Les responsables du Front Populaire, pratiquement le seul des fronts indépendantistes à être encore présent sur le terrain, affirment vouloir essentiellement profiter des conséquences, sur l'armée et sur la situation politique intérieure éthiopienne, d'un nouvel échec des autorités d'Addis Abeba, dans leur tentative de réduire définitivement la résistance érythréenne. Yves Heller A.F.P.

Paco Ibanez et Hedi Guella chantent pour Assidon et les « embastillés » de Kénitra

LE CAUCHEMAR CELLULAIRE

Il y a dix jours, le 23 février 1982, deux détenus d'opinion marocains Sion Assidon et Abdellatif Derkaoui, bouclaient leur dixième année de détention.

Condamnés, en 1972, à quinze ans de prison, il leur reste, avec leurs co-détenus Herzenni et Amine, cinq autres années à purger, alors que 5 autres prisonniers, condamnés au même procès (Dérj, Khotbi, Afkir, Belmdjoub et Loudiyi) ont été ou vont être libérés ayant accompli la totalité de leur peine.

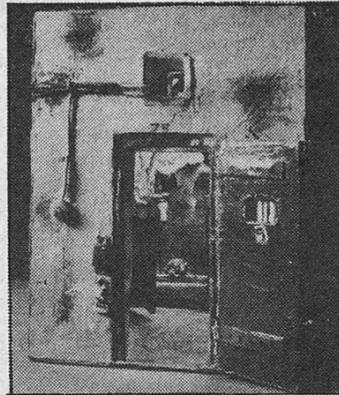
Dix ans de détention, cela fait exactement trois mille six cent cinquante jours et trois mille six cent cinquante nuits d'enfermement, et c'est pour rappeler l'horrible réalité de la détention politique au Maroc que deux initiatives sont organisées en France.

A Paris, le Comité pour la libération de Sion Assidon, organise le 8 mars, à vingt heures trente précises, un gala au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26 rue de la Gaîté, 14^e arrondissement (métro Gaîté-Montparnasse).

Rassembler ceux qui se sont mobilisés depuis un an pour sa libération sera l'objet de la première partie. Laurent Schwartz

Membre de l'Académie des Sciences, et Michel Broué, tous deux membres du Comité des mathématiciens rendront compte de la mission qu'ils auront effectuée du 4 au 6 mars au Maroc et de leur visite à la prison de Kénitra.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme seront présentes, ainsi que les signataires connus et moins connus de la pétition pour sa libération qui a réuni à ce jour plus de huit mille signatures. La deuxième partie du Gala sera consacrée au récital de Paco Ibanez et Hedi Guella. Paco Ibanez n'a pas besoin d'être présenté, sinon que tout le monde ne sait pas forcément qu'il vient d'enregistrer des chansons de Brassens en espagnol. Hedi Guella est un chanteur tunisien que les lec-



teurs de Sans Frontière connaissent bien. Il joue du Oud et chante des poètes contemporains de la Palestine de Syrie et de Tunisie. Ils ont décidé d'apporter par leur musique et leur voix leur solidarité à Assidon. Quelques tableaux de A. Derkaoui seront exposés.

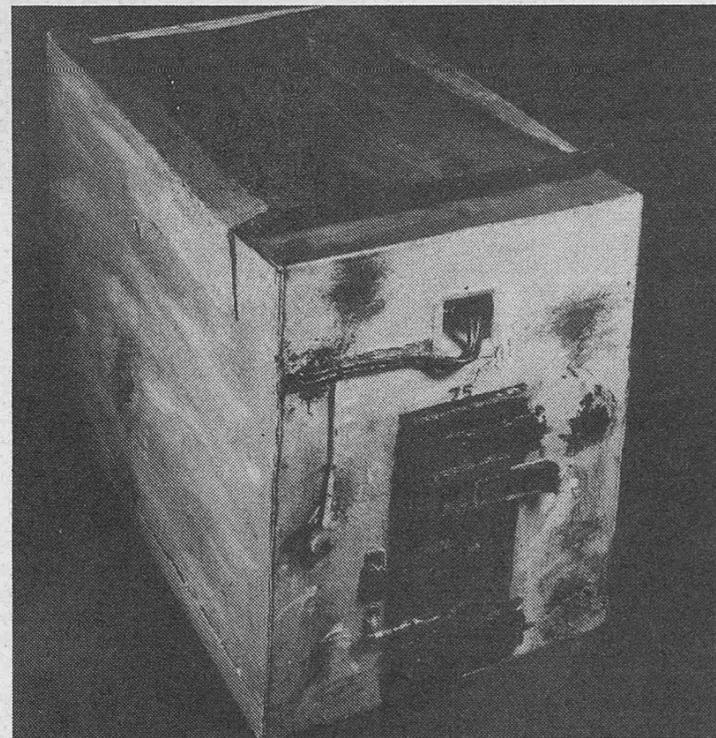
A Lyon, deux associations, « le centre d'expression populaire » et

« Arts et Rencontres » exposent tout au long du mois de mars une grande partie des tableaux que Derkaoui a peint durant cette « décennie de l'horreur ». Peinture éclos au plus profond des cachots et témoignage-cri sur des milliers de jours d'enfermement. « Ces esquisses, écrit-il, c'est la seule manière pour moi de faire l'autopsie du cauchemar cellulaire. Enfoncer le bistouri dans la chair des murs, c'est aller en quelque sorte en voyage, et traverser les 15 milliards de neurones occupés de bout en bout par un seul plan fixe, qu'est le fer et les murs ... »

Je me trouve toujours en train de décortiquer les murs et les barreaux ... »

Enfin, une dizaine de tableaux d'Abdellatif sont exposés, à l'initiative des Comités de lutte contre la Répression au Maroc, à l'Office du Tourisme de Grenoble, dans le cadre de la quinzaine maghrébine organisée par « Inter-peuples ».

K.B.



2 photos de la maquette reconstituant une cellule de la prison de Kénitra. Cette maquette a été faite par Mouïss Brahîm, détenu d'opinion incarcéré à Kénitra.

Centre d'expression Populaire

44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Exposition : du 2 mars au 13 mars 1982, à partir de 18 h, tous les jours. Dans le cadre des jeudis du CEP à 20h20.

Animation :

4 mars : « Prisonniers Politiques et Libertés au Maroc et dans le Maghreb »

11 mars : « Les Disparus au Maroc », avec la participation : de Maître Alain Martinet, avocat de la Ligue des Droits de l'Homme et d'Amnesty International

18 mars : « Fête de solidarité » à partir de 16 heures, musique, cinéma, théâtre, lecture de textes de prison ...

Arts et Rencontres

13 rue de la Bombarde 69005 Lyon

Exposition : du 15 mars au 18 mars 1982, à partir de 15 h, tous les jours.

Animation :

18 mars : « Des fleurs pour Derkaoui ».

10 ans de prison, assez ! Liberté pour Derkaoui et tous les prisonniers politiques au Maroc !

10 heures : Rassemblement musical et poétique devant la salle d'exposition-Conferérence de Presse.

Animation enfantine à partir des peintures d'Abdellatif Derkaoui. Ateliers de peinture, écriture, parole ... (pour tous renseignements, contacter Arts et Rencontres).

28 mars : « Fête de Solidarité » avec les prisonniers politiques et les peuples du Maroc, Maghreb, d'Amérique Latine ... A partir de 15 heures.

A propos de la journée internationale des femmes

Pour les femmes, pour les « peu », pour les « rien »

Dire que le féminisme tout comme l'écologie est un faux débat serait injuste. Mais le problème est de savoir de quel féminisme il s'agit et pour quoi faire ? Que signifient les slogans : Journée Internationale des femmes et Grève générale (lancé par le Mouvement de Libération des Femmes, MLF déposé) ?

Comment se servir de ce jour symbole pour faire avancer nos luttes ? Ce jour symbole de la grève exemplaire des femmes américaines au début du siècle. Comment faire pour se rapprocher le 8 mars rendu officiel en Union Soviétique, par exemple, pour faire taire les revendications spécifiques des femmes en les intégrant dans le parti, ce 8 mars « octroyé » sans difficulté dans les pays de dictature et de parti unique, comme certains pays du Tiers-Monde, pour que les femmes viennent ce jour-là manifester leur soutien et leur enthousiasme aux chefs d'Etat « démocratiquement » élus ?

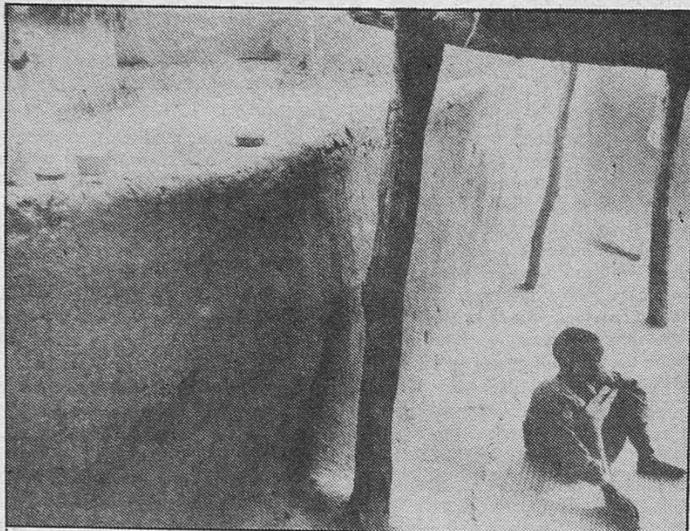
Comment éviter ces déviations qui font de cette journée un épouvantail au jardin des oppresseurs, qui transforment cette journée-contenant en journée-contenu, contenu qui avec le temps, s'est amenuisé. Cela n'est pas sans rappeler d'ailleurs les journées-prétextes : dialogues avec les im-

migrés, journées, pour les handicapés, pour les « peu », pour les « rien ». Ce qui libère le paisible citoyen les trois cent soixante quatre jours de l'année.

De plus, ce mot d'ordre de grève générale lancé de manière isolée, sans rien proposer d'autre aux femmes comme formes de protestations et de luttes risque de rester sans effet. Beaucoup de femmes resteront peut-être chez elles, isolées pour faire un jour de plus la cuisine et s'occuper des enfants, d'autres rejoindront peut-être une quelconque manifestation puis rentreront le soir avec un sentiment d'avoir oublié quelque chose. Quant aux femmes immigrées, elles seront une fois de plus, quatre pelées, une tondue, perdues et à la traîne de cortèges de femmes françaises. Car ce que semblent oublier non pas le féminisme, mais les féministes occidentales, c'est que si la prise en compte des revendications spécifiques des femmes est indispensable à toute libération de l'homme, cette libération doit embrasser les femmes de tous les horizons. Pour que du Maghreb à l'Amérique Latine, de l'Afrique à l'Europe s'élève la voix multiple et rebelle d'une femme, de toutes les femmes pour la libération de l'homme.

Aline N'Goala

Coopération Sud-Sud : c'est pas facile !



La conférence de New-Delhi (voir Sans-Frontière n° 51) n'aura pas fait progresser « *Le dialogue Nord-Sud* », ni même « *La coopération Sud-Sud* ». Les pays participants n'ont même pas été capables d'arriver à un consensus sur « *la définition d'une stratégie commune en vue de relancer les négociations globales avec les pays industrialisés* ». Les divergences à l'intérieur du Tiers-Monde sont clairement apparues lors des discussions sur cette question.

D'un côté, on trouve des pays comme l'Algérie, Cuba, le Vietnam et la Tanzanie, qui soutiennent la thèse dite « *dure* ». Hostiles à un « *tour préliminaire* » aux « *négociations globales* » proposé par certains pays industrialisés, ils exigent que celles-ci commencent directement, « *sans conditions préalables* » ; et condamnent les Etats-Unis qui, sous prétexte de respecter le rôle rempli par les organisations internationales actuelles, font en réalité obstacle au lancement des « *négociations globales* ». Je n'étonnerai personne en disant que la Chine (« *invité spécial* » à New-Delhi) a épousé chaleureusement cette thèse.

En face, les pays dits « *modérés* » partant du principe qu'il n'est pas possible d'établir un « *nouvel ordre économique international* » sans la participation des Américains, proposent de faire des concessions au gouvernement Reagan. Puisque celui-ci accepte l'idée des « *négociations globales* » dans le cadre des institutions monétaires existantes, il faut saisir cette occasion de lancer le dialogue et profiter de la dynamique ainsi créée. Cette tendance a reçu le soutien des pays de la communauté européenne et du secrétariat général de l'ONU.

Mais, compte tenu du refus des « *durs* » de tout ce qui serait de nature à « *déglobaliser* » les négociations, on ne pouvait évidemment trouver aucun dénominateur commun à ces deux thèses, si ce n'est une formulation vague et ambiguë.

D'où la résolution finale prônant la poursuite, dans le cadre de l'ONU, des conversations avec les pays industrialisés pour le lancement des « *négociations globales* », les pays présents à New-Delhi se déclarant « *fermes dans leur fidélité aux objectifs* » de ces négociations et « *souples dans leur approche et leur stratégie* ». Une telle conférence et les dépenses qu'elle entraîne

étaient-elles nécessaires pour aboutir à une résolution qui ne fait que décrire un état de fait ? Peut-être cet argent aurait-il été mieux investi ailleurs, non ?

L'autre grand thème de cette conférence était la « *coopération Sud-Sud* ». Aucun problème pour faire l'unanimité sur le principe, mais quand il s'agit de concrétiser les principes ou les accords passés, « *rien n'est simple et tout se complique* » comme disait le dessinateur Sempé. Quand des projets comme celui de la création d'un groupe d'experts destiné à étudier les projets de développement des pays du Tiers-Monde (avec un financement initial relativement modeste : 15 à 20 millions de dollars), sont proposés, on n'assiste pas à un afflux enthousiaste de pays désirant y apporter leur participation financière : il faut dire que certains « *nouveaux pays industrialisés* » (Brésil, Mexique, Argentine...) voyent d'un mauvais oeil une initiative qui pourrait profiter à des pays qui seront peut-être bientôt des concurrents. La solidarité « *Tiers-mondiste* » passe après l'intérêt national.

A New-Delhi, on a déclaré que les initiatives nécessaires en ce domaine ne pouvaient être prises qu'à « *un niveau politique* ». Appel à la bonne volonté des gouvernements en place : on peut toujours essayer, ça ne coûte pas grand-chose (quelques millions de dollars de frais d'organisation, c'est tout !), mais est-ce que cela rapporte beaucoup ? Et à qui, se sont même demandé certains observateurs de la Conférence ?

En effet, beaucoup d'entre eux estiment que la Conférence de New-Delhi aura profité bien plus au pays organisateur (l'Inde) qu'à la cause du Tiers-Monde en général. C'est, selon J. Henri (A.F.P.) un grand « *succès diplomatique* », et une bonne « *opération promotionnelle du modèle de développement indien* » pour Mme I. Gandhi qui a organisé, après le fin de la conférence des visites de « *tourisme industriel* » pour les délégués des différents pays. Des résultats vagues et décevants, une bonne opération pour le pays organisateur, voilà que les conférences Sud-Sud se mettent à ressembler aux conférences Nord-Sud !

Antitrust

Le Tchad entre l'OUA et la France.

NEGOCIATIONS MITTERRAND-HABRE ?

Ceux qui avaient cru l'épineuse question du Tchad réglée par le départ des troupes libyennes de N'Djaména en sont pour leurs frais.

Aujourd'hui, plus que jamais, les Forces Armées du Nord de Hissen Habré qui avaient entre temps pu se réorganiser et s'équiper à la frontière soudano-tchadienne (avec le soutien de l'Egypte de Sadate via Nimeiry et sous la bénédiction de la CIA dont l'anti-khédafisme n'a plus de borne) ont repris l'offensive et remportent d'incontestables

Goukouni et à ses alliés du Sud. Mais il suffit qu'Hissen Habré gagne quelques villes pour que l'Elysée et l'Organisation africaine fassent machine en arrière. Si de l'OUA, il n'y a rien d'étonnant dans cette valse hésitation, on ne peut pas en dire de même de Mitterrand et de ses conseillers qui inaugurent leur politique africaine d'une curieuse manière. D'un homme



succès d'autant plus facilement qu'ils ne trouvent face à elles aucune force conséquente.

Les troupes du Gouvernement d'Union Nationale du Tchad de Goukouni Oueddei regroupées essentiellement autour de la capitale sont d'autant moins prêtes à faire face à cette offensive qu'elles comptaient sur un appui logistique et concret de la force interafricaine mise en place par l'OUA. De plus, la France, en dépit des promesses de Mitterrand lors du récent sommet franco-africain de Paris, a décidé unilatéralement d'arrêter les livraisons d'armes au GUNT.

Quant à la force inter-africaine, théoriquement venue remplacer les libyens et soutenir le GUNT, elle est vouée, depuis les décisions récentes prises à Nairobi, à jouer le rôle de force tampon entre Goukouni et Habré.

Curieux et synchronisé retournement d'attitude de la France et de l'OUA. Tous deux ont fait des pieds et des mains pour décider le GUNT à réclamer le départ des libyens - Et pour y parvenir, elles - ont promis monts et merveilles à

politique comme le président français qui n'a de cesse de se réclamer du Droit et de la Fidélité, on constate concrètement qu'il n'hésite pas à lâcher au milieu du gué ceux qu'il a poussés à la rivière. Ce type d'attitude rappelle de mauvais souvenirs, style relation Giscard-Bokassa et Giscard-Habré. Selon des rumeurs de source bien informée, il semble que l'Elysée ait décidé d'envoyer à Habré un émissaire en vue d'une reprise de contact et pour d'éventuelles négociations. Eventuelles en attendant un nouveau retournement car la situation militaire est indécise.

Cette volonté diplomatique de la France à travers tous les régimes à vouloir adopter une politique de caméléon tient du fait que le Tchad, ayant une importance stratégique incontestable et éventuellement économique (le pétrole et l'uranium semblent difficilement exploitables), est ingouvernable du fait des frontières artificielles issues de la colonisation (depuis longtemps, beaucoup pensent à une partition sud-nord).

Du côté de Goukouni Oueddei et du Gunt, se sentant lâchés de



toutes parts, certains pensent à rappeler les libyens Mais à Tripoli, on a aucune raison en ce moment de vouloir recommencer l'expédition de l'an dernier. Diplomatiquement, cela serait du plus mauvais effet, risquerait de relancer la campagne occidentale sur « *l'interventionisme libyen* » et compromettrait la tenue du sommet de l'OUA à Tripoli en août prochain.

Quant au niveau militaire, la Libyens plutôt intéressé à ce que les fractions tchadiennes restent occupées à se battre entre elles car autrement elles auraient la malicieuse idée de réclamer la bande d'Aouzou que Tripoli a annexée.

Neg Mawon

La sale guerre du Figaro Magazine

Il y a dû y avoir de la joie au Figaro Magazine, en regardant les images épouvantables de corps de nicaraguayens qui brûlent. Pour eux ce ne pouvait être que l'oeuvre « *des barbudos socialo-marxistes* », massacreurs nés qui, en l'occurrence, avaient réglé leur compte aux indiens Mosquitos. Et si le gouvernement du Nicaragua était responsable d'un tel forfait, pourquoi ne pas faire d'une pierre deux coups en dénonçant les responsabilités du gouvernement « *socialo-communiste* » français qui, en livrant des armes au Nicaragua, attisait cette « *sale guerre* » contre les indiens ?

La partie était trop belle. Si belle que l'inéffable Haig, toujours à la recherche d'une raison pour menacer d'intervenir en Amérique Centrale, lançait aux syndicalistes de l'AFL/CIO réunis en Floride : « *Regardez donc cette photo du Figaro Magazine, elle vous dira la vérité sur ce qui se passe actuellement au Nicaragua* »

Désormais Haig ne citera certainement plus le Figaro Magazine. Car on vient de découvrir que la fameuse photo de sandinistes en train de brûler les corps de leurs victimes était, bien au contraire, une photo datant de 1978, qui montrait du personnel de la Croix Rouge qui était obligée de brûler, par des raisons sanitaires, les corps des premières victimes de l'insurrection. Le « *vrai forfait bien fait* » des gars de chez Hersant fut dévoilé d'abord par le Canard Enchaîné. L'ambassade du Nicaragua à Paris envoya ensuite une lettre de protestation à l'hebdomadaire, qui, noblesse oblige, répondit de façon cavalière, confirmant ainsi son envie de continuer la « *sale guerre* »

Les derniers à être entrés en lice sont les gens de chez Gamma, propriétaires de la photo, qui affirment avoir livré au Figaro Magazine « *un grand choix de photos* » sur le Nicaragua tout en ajoutant que la photo incriminée portait la mention « *Nicaragua, septembre 1978* »

« *Sans la liberté de blâmer il n'est pas d'éloge flatteur* » disait, en citant Beaumarchais, le Figaro d'avant Hersant. Dans la formule actuelle et au regard de cet incident on pense plutôt à « *Mentez, mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose* »

Le département d'état U.S. vient, de plus, de reconnaître le caractère frauduleux des documents de M^r Haig.

Eduardo Olivares

L'impératrice
africaine

Myriam Makéba

Depuis *Om Kaltoum*, celle qu'à juste titre, on a surnommé « Le rossignol arabe » entre autres, jamais vedette et femme africaine n'aura bénéficié d'épithètes aussi dithyrambiques, de qualificatifs aussi musclés et mérités que cette sud-africaine qui, jamais peut-être ne sera égalée dans les coeurs africains, mais aussi occidentaux qu'elle fait vibrer depuis plusieurs décennies, au cours de ses innombrables pérégrinations autour du globe terrestre. Myriam Makéba vient de fêter ses cinquante ans au cours d'une récente tournée aux Etats-Unis.

Je me souviens encore de notre première rencontre : je portais encore des culottes courtes et avais toqué timidement à la porte de sa loge au Cinéma le Wouri, à Douala (Cameroun). La porte s'était ouverte sur des yeux de biche, profonds, terriblement beaux et accueillants, nimbés d'une espèce de grâce à nulle autre pareille. Dieu ! Quelle était belle ! Une de ses chansons faisait fureur à l'époque. C'était « *Pata Pata* » que la star française Sylvie Vartan a reprise récemment sous le titre « *Tape, tape* ». Il y avait aussi « *I shall sing* », chanson « *qu'elle chantera jour et nuit, partout et nulle part, n'importe où et n'importe comment* ». C'était Makeba, et c'est toujours Makeba.

Etre femme est une responsabilité déjà difficile à assumer dans un contexte général où les idées reçues (et durables) contribuent à dévaloriser le sexe dit « faible ». Quand en plus on est noire et originaire du dernier bastion du racisme d'Etat, il est difficile d'échapper à cette triple malédiction (si j'ose dire !). ET pourtant, Makeba y est parvenue.

Elle est née à Johannesburg le 14 mars 1932 dans une de ces banlieues sordides où le pouvoir entasse cette main-d'oeuvre sous-exploitée et avilie qui ne suscite que furtivement les discours politiques et creux du monde industrialisé. Le ghetto dont elle est issue est le théâtre de ses premiers pas artistiques. A 17 ans, sa carrière devient effective avec son intégration dans le groupe « *Black-*

Manhattan Brothers », puis « *L'African Jazz and Variety Show* ». Nous sommes toujours en Afrique du Sud.

Le défi au temps

1957 : à 25 ans, Makeba, riche de son talent et de son expérience part à la conquête des Etats-Unis et du monde. On la retrouvera dans une comédie musicale « *King Kong* ». Puis c'est la rencontre avec Harry Belafonte, lequel, séduit par sa stature révolutionnaire lui prédit une carrière éblouissante. On sait ce qu'il en est aujourd'hui. A coups de chansons, elle est devenue la citoyenne la plus huppée du monde : trois passeports diplomatiques donnés par la Guinée, le Liberia, l'Ouganda. Cinq autres par la Tanzanie, l'Algérie, le Soudan, la Mauritanie, et Cuba.

Devenue l'épouse du leader des fameux Black Panthers du temps du Black Power, Stokely Carmichael, elle s'est établie depuis 1968 en Guinée où Sekou Touré l'aurait nommée Ministre d'honneur des affaires sociales. A défaut de pouvoir retourner dans son pays d'origine, l'impératrice estime être retournée à la base de ses sources africaines et avoir accompli en partie sa mission qui est de chanter l'Afrique, ses réalités, son vouloir d'exister, de compter sur l'échiquier international.

Aujourd'hui grand-mère, elle partage son temps entre sa fille Bongji (qu'elle a désespérément cherché à lancer dans le monde du show-business avec des résultats

peu prometteurs) ses petits enfants et la musique africaine qui n'a pas encore su (ou pu) lui trouver de remplaçante.

Le dernier passage de Makeba à Paris a eu lieu le 1er mars 1980, à l'Hippodrome de Pantin. Les mêmes ovations qui l'avaient saluée plusieurs fois à l'Olympia, étaient de nouveau présentes. Le regard toujours aussi lascif, la taille un peu plus forte, mais la voix toujours aussi percutante, elle a distillé sa conviction et son talent comme un jet d'acide devant un public pâmé. Accompagnée par son orchestre guinéen habituel, elle a interprété ses différents succès qui lui ont valu sa notoriété internationale.

Un seul regret : l'Impératrice a un peu baissé le pied. Espérons que le poids du temps n'y est pour rien, car l'admiration que je lui porte m'oblige à reconnaître que son dernier 30 cm « *comme une symphonie d'amour* » est largement en dessous de son travail habituel. On n'y sent pas son âme, cette flamme révolutionnaire qui la situe aujourd'hui au-dessus du lot des chanteurs africains. C'est cette flamme que j'ai retrouvée en réécoutant ces 5 albums qui méritent de figurer impérativement dans votre discothèque. Il est à noter que le style musical du début beaucoup plus inspiré du Jazz et du Negro Spiritual (Ex. : *Country girl*, *Meet Me at the river*) a sensiblement évolué vers une musique ouest-africaine, du style N'Dembeya Jazz National (Ex. : *Samba*, *Hauteng*). Il est vrai que Stanley Todd et Hugh



Masekela aux arrangements ont cédé le pas à Caïphus Séménya. Mais la transition est agréable et cimentée par la prêtresse noire. Il n'y a pas de doute, Myriam Makeba est unique, et c'est justement ce qui nous fait peur. Hé oui ! Elle n'est pas éternelle.

P L

Discographie :

Country Gril. 33t. ESP. Musique mi-jazz, mi-negro spiritual.

8 titres rivalisent de beauté : à noter *Xica da Silva*, thème du film portugais du même nom.

Pata pata. 33 t. ESP.

Un vieux succès des années 70, remis à la mode par Sylvie Vartan

(*Tape, tape*). Mais surtout *Malaika*, sa chanson fétiche.

Le monde de Myriam Makeba. 33 tours ESP.

Un monde un peu trop vaste. 12 chansons pour un 33 t., quand même beaucoup. On voudrait moins de titre et plus de présence.

A promise 33 t. ESP.

A mon avis, son meilleur album à ce jour. Du *Makeba* à 100 %. Mention spéciale à *Caïphus Seménya*.

The click song. 33 t. ESP.

Le « dé clic » reste discret, malgré l'avis d'Harry Belafonte. Heureusement, l'intensité Makeba surnage.

Distribution : Sonodisc-Paris

José Barrense Dias : l'autre Brésil

Il y a dans ce petit bonhomme brun, un peu indien et à l'oeil malin, trois artistes différents, un guitariste, un conteur et, bien entendu, le chanteur. Du guitariste je ne peux vous dire que, ayant appris la guitare en autodidacte, José a travaillé et travaillé jusqu'à devenir professeur de guitare classique au Conservatoire de Genève. Il a sur scène un style tout à fait personnel, doux et dépouillé qui sait construire des mondes fantastiques avec les jeux de ses sept cordes.

Il y a aussi un conteur. Il rigole quand il raconte l'histoire de cet homme-poisson devenu prince le temps d'un bal à la fin duquel une

autre belle du village sera enceinte. Il rigole aussi quand, à propos d'une très belle chanson - « Dans la maison du brésilien on ouvre son coeur en même temps que la porte » - il raconte ses progrès dans le déplacement du machisme. Au Brésil dit-il, l'homme ne prépare



jamaï rien à manger. Moi, ajoutez-il, j'ai fait des progrès, je prépare le café. C'est avec ce même regard qu'il parlera des paysans de son pays, des bienfaits du « progrès », etc...

Et puis le conte devient une chanson. Presque toutes dans le style du folklore calme de Bahia. Des chansons qui par moments constituent des petits bijoux tant la beauté des mélodies est bien servie par le jeu merveilleux de la guitare de José Barrense Dias, appelé par ses amis « O Canhoto », le gaucher. Et cela fait aussi partie du charme.

Eduardo Olivares

Deux disques de José Barrense Dias ont été publiés jusqu'ici :

- *Do Bahia ao Amazonas* chez Mary Melody Dist Carrère.

- Racines : Réf : Carrère 67844

José Barrense Dias sera au Palais des Glaces « petit » jusqu'au 13 mars. Mardi au samedi à 20h45.

ELSA WOLLIASTON

Une princesse de la danse

Depuis quelques mois, une grande Dame évolue dans maints espaces, plus particulièrement sur les planches de nombreuses salles de spectacles et de théâtres : Elsa Wolliaaston. Une princesse de la danse, qui fut initiée aux rituels africains au Kenya pendant 15 ans.

Elle apprend les danses de cérémonies : guérison, la fécondité, des récoltes ou à l'occasion d'un mariage, d'une naissance.

Elle suit la formation du maître batteur Babatunji Olantunji et elle danse les rites Nago avec le Yorube Temple Dancers au Nigéria, avec les ballets Draboua au Congo, avec les femmes Yaba en Côte d'Ivoire

puis avec les grands ballets du Cameroun. Ensuite elle part à New-York et s'installe à Paris.

Pour Elsa, danser, c'est lutter pour vivre. Elle lance aussi un défi à une certaine conception de l'esthétique, aux modèles imposés par la norme, elle libère n'importe quel corps qu'il soit mince ou enchylosé.

Son spectacle est fantastique, elle est littéralement enlevée par le rythme syncopé des tambours et des tams-tams et c'est le vertige dans un mouvement ondulatoire, sensuel et souple, on a soudain l'impression que rien ne l'arrête ...

Mohamed N.

A l'écoute des traditions musicales

Talipozkan troubadour

Talip Ozkan est né à Acipayam, près de Denizli, petit village accroché au flanc de la chaîne montagneuse du Taurus au sud-ouest de la Turquie. Ses parents sont originaires des tribus nomades et pastorales *Yuruk* et *Avçar*, récemment sédentarisées. A l'âge de sept ans, grâce à la complicité d'un vieux maître troubadour, il apprend le chant traditionnel et la pratique du luth à long manche : le *Saz*. Bientôt cet enseignement par la tradition orale ne suffit plus à assouvir sa soif de connaissance et il étudie le solfège au Conservatoire d'Ankara. Il jette alors son dévolu sur la carrière musicale. En 1958, à 20 ans, il entre à la radio d'Ankara, en 1960, à la radio d'Istanbul, en 1966, à la radio d'Izmir, tout d'abord à titre de choriste, puis d'instrumentiste, musicien soliste, chef choriste et pédagogue. En 1978, il s'installe à Paris. Il mène parallèlement pendant ces vingt années un immense travail d'ethnomusicologue. Il recueillera et notera avec précision 7 000 chants du folklore turc d'Anatolie mais aussi des peuples turcophones d'Azerbaïdjan, du Caucase, et des îles avoisinantes telles que Chypre et la Crète, etc... qui viendront enrichir un corpus énorme de 4 volumes édités par le gouvernement turc.

Sa connaissance des styles vocaux et des techniques instrumentales lui confère une virtuosité proprement stupéfiante ;



cette dimension encyclopédique n'est en rien un obstacle à une sensibilité à fleur de peau qui nous émeut et nous transporte par delà

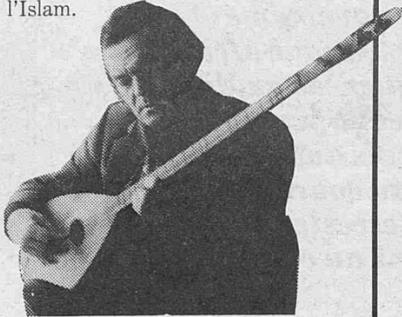
l'étendue des rudes paysages d'Anatolie.

Il s'accompagne de différents instruments tous regroupés sous le vocable « *Saz* ». C'est un luth à long manche doté de 3 à 6 doubles cordes métalliques ; sa caisse de résonance en bois de mûrier est piriforme comme le Oud, mais beaucoup plus petite. La table d'harmonie en sapin n'est que rarement percée d'une rosace. On en joue généralement avec un plectre ou médiateur en corne sauf les trois derniers et plus petits des neufs instruments que je vais citer par ordre de grandeur, dont on frappe les cordes avec les doigts et qui pouvaient se jouer à cheval : *Meydan*, *Divan*, *Bozouk*, *Baglamaçogur*, *Cura-Baglamma*, *Baglama-Curaci*, *Cura*, *Divan-Curaci*, *Uctelli*. En Turquie, c'est



l'instrument populaire par excellence, mais on le retrouve chez tous les peuples d'Asie Centrale, turco-mongols, chez les Bulgares et d'autres peuples subjugués par les Turcs. Le *Setar*, luth iranien lui ressemble comme un frère. On en retrouve des représentations dans l'art pictural de l'Empire Sassanide (III^e au VII^e siècle) ce qui me permet de supposer au *Saz* une origine persane, toutefois le luth à long manche existait déjà dans les plus vieilles civilisations de la Mésopotamie. Les vagues successives des hordes du Turkestan centrasiatique déferlent de façon continue sur les grands empires méditerranéens et même chinois. Pendant de nombreux siècles mercenaires des empires arabes, cavaliers des troupes des grands conquérants mongols Gengis Khan

et Tamerlan, peuple fier et belliqueux nomade et guerrier il s'installe de façon définitive en Turquie actuelle lors de la prise du pouvoir par la dynastie des Ottomans qui fonde le dernier des grands empires universels de l'Islam.



Les Turcs reprirent à leur compte les principes de la musique arabo-persane et furent certainement influencés par leur installation dans l'ancienne capitale de l'Empire romain-byzantin Constantinople devenue Istanbul. Mais ceci est surtout valable pour la musique savante. En revanche, la musique populaire témoigne encore de ses origines asiatiques par son caractère souvent pentatonique et se démarque par sa richesse dynamique, notamment dans ses rythmes « *assymétriques* » : *Aqsaa* (boiteux) ex : 9/8, 7/8, 5/8 etc... qui ont en retour enrichi la musique savante et lui ont donné son cachet propre. Il existe schématiquement deux types de musiques folkloriques : le musique de danse, qui utilise fréquemment ses rythmes boiteux et rapides (ex : *Zeybek*) et la musique libre et sans mesure formelle : *Uzun Hawasi* qui rappelle le *Maouel* ou le *Takssim* de la musique arabe. Dans le disque « *L'Art vivant de Talip Ozkan* », on peut écouter de merveilleuses interprétations de ces genres spécifiques aux tribus turkmenes de régions très diverses où il substitue le *Saz* au chant ou à d'autres instruments telle que la *Zourna* (haut-bois), avec l'habileté d'un grand virtuose. Talip Ozkan est un musicien folklorique tout à fait exceptionnel puisqu'il a une approche scientifique de son art ; en règle générale, les musiciens sont soit des amateurs qui véhiculent une tradition anonyme, soit des troubadours itinérants qui conservent les formes traditionnelles du chant mais inventent de nouveaux textes et mélodies. Véritables colporteurs d'histoires héroïques, ils chantent les vieilles épopées mythiques du peuple turc. Malheureusement, la fascination du coca-cola et la nécessité de la survie vont entraîner de plus en plus ces hommes vers un exode rural et une adoption des valeurs standardisées des grandes villes au détriment d'une authenticité que par mépris pour eux-mêmes, ils ne vont plus transmettre à leurs descendants, fabriquant ainsi les peuples citadins et acculturés que nous sommes.

Julien Weiss

Après une tournée d'une semaine en Algérie (début du mois de mars), Talip Ozkan donnera un concert : le 20 mars à 20h30 au Centre Social Frédéric Chopin (Val Fourré à Mantes-La-Jolie) à l'occasion d'une semaine sur la Turquie organisée par Françoise Laugier, durant laquelle on verra une expo sur l'art turc et le film « Le Troupeau ».

Disque : « *L'Art vivant de Talip Ozkan* ». Vol. 1 chez Ocora



Yves Duteil à l'Olympia du 2 au 21 mars

Cette année le printemps est en avance

« *L'artisan de la poésie* » un qualificatif qu'il ne doit à personne si ce n'est à lui-même. Yves Duteil qui manie si bien les mots, les mots touchants, les mots de l'âme, avec ses cheveux longs, son regard paisible, son sourire timide et sa guitare rythmique nous revient après une absence de deux années des scènes parisiennes.

Il aura entre temps conquis le public des régions de France et de Navarre, de Suisse, de Belgique, d'Allemagne, du Québec et des pays-bas. Il nous revient avec un nouvel album, un album qui confirme une qualité musicale et poétique déjà reconnue. Duteil a gagné en quelques mois, force et assurance. Je ne me hasarderai pas à avancer la qualificatif de « *force tranquille* »...

Chacun de ses disques renforce son image ; d'une grande simplicité, vibrant d'une sorte de sérénité déchirante, d'une fraternité pudique et tendre, d'une chaleur étonnante et d'une bonté vraie. (Ouf !! tout ça pour lui !)

Il possède en outre une qualité qu'il est rare de rencontrer dans ce milieu du show-business : la bienveillance.

« *Je ne veux pas être là uniquement pour vendre. Il me faut l'affection. La bienveillance aujourd'hui est une vertu qui se perd. Or il n'y a rien de plus terrible que de se trouver face à des gens malveillants* ».

Dans une chanson française qui s'essouffle souvent à accrocher les wagons fous de la mode, décibels, et rock-musique, Duteil est un cas. Lui, l'artisan minutieux de la poésie, d'aujourd'hui, celle que l'on fredonne chaque jour dans les rues, s'obstine à polir les mots sous leurs multiples facettes pour mieux les utiliser. Sans hâte, il travaille ses chansons.

« *Je peux passer deux ans à écrire une chanson; je sais bien qu'elle ne sera jamais que trois minutes de la vie des gens. Seulement dans la mesure où l'on éprouve de l'estime et du respect pour son public, la chanson ne peut être dérisoire. L'essentiel étant de toujours donner aux autres le meilleur de soi-même* ».

Comment voulez vous qu'avec ces dires, le public ne rende pas son respect à ce grand poète ?

Un grand poète, un grand sentimental retranché dans une ferveur d'amour qui ne subit aucun dommage des intempéries du métier.

Un monsieur de la chanson française qui creuse doucement sans faire de bruit autour de lui son sillon dans la poésie d'aujourd'hui.

Le printemps sera donc en avance cette année sur Paris ; en effet, c'est à partir du 2 mars et pour une période de trois semaines que Duteil nous éclaboussera de son soleil.

Hocine

« Pour l'honneur d'un capitaine »

Saint-Remeze, un petit village ardéchois de quelques centaines d'âmes, est en pleine effervescence, depuis quelque temps, le terrain de camping est devenu un camp militaire (cela pourrait plaire aux baux, tu m'étonnes) et la vallée environnante le djebel Algérien pour les besoins d'un nouveau film du cinéaste Pierre Schoendorffer, intitulé : « *Pour l'honneur d'un capitaine* ».

Ce nouveau long métrage de ce cinéaste, après la « *317ème compagnie* », film consacré à la guerre d'Indochine et le « *Crabe Tambour* », traitera lui, de la guerre d'Algérie.

Le Sud-ardéchois, avec ses garrigues, ses avens, ses canyons, ressemble à s'y méprendre à l'Algérie, ce qui explique les raisons du choix de ce paysage. Mais ce qui m'étonne pourquoi ne l'a-t-il pas tourné en Algérie tout simplement ? Allez savoir !

Selon le synopsis que j'ai eu vaguement dans les mains, les premières images du film mettront en scène des personnes qui participent à un débat télévisé à la

suite d'un documentaire sur la guerre d'Algérie, au cours de laquelle un capitaine meurt à son 19ème jour de combat. Au cours des discussions, un professeur salira la mémoire de cet officier en l'accusant d'avoir abattu un prisonnier et d'avoir été un tortionnaire. Sa veuve intente un procès et 20 ans après des soldats viendront témoigner. Le capitaine Carron, interprété par Jacques Perrin, est un officier issu de la résistance, Saint-Cyrien et un ancien d'Indochine.

Ce film, tiré d'un scénario original écrit par Schoendorffer, Jean-François Chauvel et Daniel Youvet, reprend un thème cher à ce cinéaste celui de la guerre, mais aussi et surtout les hommes qui la font auxquels il leur voue une tendresse.

La sortie de « *Pour l'honneur d'un capitaine* » est prévue en octobre. D'autres films dont le thème est la guerre d'Algérie sont en cours de tournage, celui d'Okacha par ex. intitulé « *Les sacrifiés* » dont on reviendra la semaine prochaine... sans problème...

M.N

Un nouveau confrère

Un nouveau confrère vient de naître dans la région de Lyon. *Cosmopolis* a sorti son premier numéro. Il s'adresse à tous ceux qui sont interpellés par l'immigration et qui veulent réfléchir sur la situation présente et à venir de l'immigration.

Dans son éditorial l'équipe annonce la couleur : « *notre avenir est cosmopolite, notre difficulté est de le comprendre et de l'admettre* ». « *Cosmopolis* » veut y aider en l'exprimant. Le premier numéro, vendu à 12 francs, est en couleurs, de bonne présentation. Une maquette aérée, il est écrit à plusieurs voix, comme l'écrit Etienne Leveau, mais il n'est pas à sens unique.

Certains journaux ont déjà billé sur le fait que ce journal ait parlé dans son premier numéro sur le Golanet cela a l'air d'avoir étonné. Comme si parler d'immigration, n'est pas aussi prendre en charge tout ce que cette immigration a



comme sensibilités, et nous savons qu'elles sont multiples. Alors pour que vive *Cosmopolis*, abonnez-vous. Pour la région Lyonnaise, le premier numéro est vendu tout le mois de février dans les kiosques.

Pour tout contact : *Cosmopolis*, 38, rue Burdeau, 69001 Lyon

Vendredi 5 mars 1982

Ragtime :

L'Amérique des années vingt

Ragtime, la grande fresque américaine de Milos Forman, c'est l'Amérique des années 20, qui recevait un flot constant d'immigrants européens qui essayaient de vivre par tous les moyens. C'est une Amérique qui essaie de vivre intensément jusqu'au crash économique de 1929.

Mais c'est surtout la lutte des noirs depuis 1865, année de l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis. Malgré toutes les lois

votées afin d'éviter la discrimination raciale, au début du XXème siècle, les noirs sont encore opprimés et leurs droits civiques à peine respectés. Dans le Sud, être de race noire est encore considéré comme une tare et les gens de couleur ne peuvent avoir accès qu'à des places de subalternes dans la société américaine ; celle-ci leur fait subir toutes sortes d'humiliations à côté desquelles l'affront fait à Coalhouse Walker Junior n'est rien. Les lynchages publics, les

meurtres sans compter les pressions économiques sont monnaie courante et les noirs ne disposent d'aucune protection civile puisque même la police est contre eux. Dans le Nord, la situation est moins mauvaise, mais il est encore pratiquement impossible à un noir de s'affirmer. Le Ragtime, la musique, c'est certes le domaine privilégié des noirs, mais c'est le seul. La petite bourgeoisie noire que l'on entr'aperçoit dans le film, celle qui s'amuse dans les bars ne peut évoluer qu'à part de la société blanche, elle ne peut former qu'une classe à part, c'est-à-dire qu'en restant hors du circuit intellectuel, elle ne peut vraiment évoluer. On voit donc dans le film comment s'affirment les deux tendances opposées de la lutte des noirs au début du XXème siècle aux Etats-Unis : la doctrine de la séparation des deux races et la lutte pour l'égalité avec intégration dans la société américaine. Les deux leaders noirs de ces deux tendances sont respectivement Booker T. Washington, qui apparaît dans le film, et W.E.B. Dubois.

Comme il montré dans « Ragtime » Booker T. Washington est une « bonne poire » comme disent les blancs qui cherchent à coopérer avec lui. Alors que Washington prêchait la séparation des races et ne s'opposait pas aux lois de ségrégation, Du Bois voulait l'égalité et l'intégration. Booker T. Washington conseillait aux noirs d'être de bons noirs utiles à la société des blancs, ils devaient en un mot croître et se multiplier indépendamment tout en « coopérant » et ne revendiquer aucun droit, pas même celui du vote ; il devaient rester des citoyens à part sans lutter pour la plénitude de leurs droits ; tout ce qu'ils devaient faire pour survivre c'était apprendre un job pour trouver un travail et être utile à la société sans aucune ambition particulière. Du Bois, lui aussi, mettait l'accent sur l'éducation des noirs, mais son but était leur insertion sociale avec une égalité sur le plan civique dans la société. Il pensait qu'il fallait former une élite intellectuelle qui saurait guider les autres et pour lui cette élite serait le seul moyen pour la race noire de s'affirmer.

Il faudrait qu'au moins un dixième de la population noire puisse constituer une élite si celle-ci voulait évoluer. Il existait donc une véritable bataille idéologique au sein de cette race qui cherchait son identité dans la société américaine. La lutte de Coalhouse dans le film, ses tribulations et son terrorisme forcé sont le symbole de ceux qui par une fierté justifiée, voulaient se battre pour leur dignité d'homme. Plus, c'est la lutte de tous ceux qui dans le monde veulent affirmer leur droit de vivre comme des hommes sans être rejetés de la société. C'est la lutte de toutes les minorités, longue et difficile mais qui parce qu'elle est juste mérite d'être poursuivie sans relâche maintenant et dans le futur car son enjeu est capital : c'est l'homme, sa liberté, ses droits et avant tout sa dignité.



Moi le Chaoui : La mémoire d'un peuple millénaire

Il n'y a pas de poème sans péril dans la demeure du poète. Mesuré au risque qui le fonde, un texte cesse de seulement nous rappeler à l'ordre alphabétique. La qualité de silence et de stupeur fait la différence, dans les poèmes de Yabda Amaghestan entre le chant qui ne peut s'empêcher de venir et la mélodie poisseuse.

Moi le Chaoui est préfacé par Kateb Yacine. Ce qui pourrait être seulement une prestigieuse caution, d'un poète du roman et du théâtre à un nouveau-venu, s'avère témoignage d'une fraternité à même la vigilance vécue. Les poèmes de Yabda Amaghestan saluent nommément des secrets sorciers, des rages, des rêves évanescents.

Il y a dans ces précieuses 90 pages publiées par Apostrophe (61 rue Edouard Tremblay - 94400 Vitry) de quoi animer les longs débats muets du fort intérieur : tout l'azur mental que la poésie s'acharne à dématérialiser en l'étalant sur le papier.

Kateb Yacine précise : « En arabe, le chaoui, c'est la pasteur

conducteur de troupeaux, à travers la steppe et les hauts-plateaux. Mais pour les algériens, le chaoui, Amazir, est l'homme libre des origines de la nation, et Tamazirt, sa langue, est la langue des ancêtres qui se parle au Maghreb, au Mali, et jusqu'aux îles Canaries ».

Passionnante traversée du feu que ce recueil de poème où un bouillonnement s'autorise toutes les fraîcheurs :

« Je ne concède rien au premier jour et même si j'ignore le début je suis prêt au fer rouge qui porte l'empreinte d'un mal connu et je jure que je trainerai ma langue comme un signe distinctif comme un bégaiement fraternel comme une loque dérisoire dans sa pauvre beauté et je m'en ouvrirai à tout homme qui me dise

« que la paix soit avec toi ».

Voilà de quoi décider et décoller. Yabda Amaghestan n'enfoncé pas les portes ouvertes. Il nomme les cadenas et va vivement dans la mémoire du chemin.

Salim Jay

Maryse Isimat Mirin



PAR PEIRA CAVA

A ce régime, un film relatant des événements se passant en 1925 serait muet et que deviendrait alors la narration d'époques d'avant 1900 ? Bon, passons.

Kazan date un peu, même beaucoup, malgré le naturel que lui trouvent certains.

Mais démarquer, « Le voyage au bout de l'enfer » d'aussi près, là, c'est plus grave : fonderie, contre fonderie, Michigan contre Michigan, amitié à quatre, - trois hommes une femme - contre amitié à quatre - trois hommes une femme - c'est toi que j'aime contre c'est toi que j'aime, mais c'est toi que j'épouse contre c'est toi que j'épouse - on part pour la guerre contre on part pour la guerre, etc...

« Litan »

De Jean-Pierre Mocky, avec Marie-José Nat, Jean-Pierre Mocky

Ce n'est pas un film c'est un capharnaüm ; tout y est péle-mêle des masques de Cocteau, des décors de « Malville » et de la « Guerre des Etoiles », ça va du film d'horreur Hitchcockien à « L'Odyssée de l'Espace » et j'en passe. Vous me direz qu'il faut que jeunesse se passe mais dans le cas de Jean-Pierre Mocky, que d'ailleurs j'aime bien à mes moments perdus, il s'agirait plutôt des dernières cartouches pour lequel son film serait un fort Chabrol.

Parce qu'un film fantastique ce n'est pas un fourre-tout, et c'est même un genre - encore - beaucoup plus difficile qu'un autre, parce que - encore - généralement mal accepté et du public et des réalisateurs (qui se veulent au public, tu parles ?).

Un film fantastique doit être avant tout une oeuvre intelligente, car on ne comprend pas le fantastique avec son cocur. Avec son coeur on vit le fantastique : aujourd'hui, demain, hier, l'amour, la naissance, la mort, un baiser sur la bouche donné, une fleur foulée au pied ; mais voilà, tout ça ne fait pas un film fantastique pour autant car il convient que ce dernier soit intelligent, qu'il procède d'une imagination intelligente. Et là, Mocky qui est un gros sentimental s'est mis le doigt dans l'oeil jusqu'à la clavicule mais malheureusement pas dans le troisième oeil, l'oeil fantastique justement, celui qu'on ne voit pas.

Car dans son film on voit tout et beaucoup trop. Trop tout : les corps qui se dissolvent, les vivants qui meurent, les mourants qui vivent, les rues qui s'obscurcissent, les portes qui grincent, (celles-là on ne les voit pas, on les entend). Les funambules qui tombent, les camions qui écrasent, les orchestres qui jouent, les hommes et les femmes qui s'aiment et qui se tuent, en somme tout comme dans la vie... A la limite ce n'est pas un film fantastique, c'est un film réaliste, tout simplement.

« Georgia »

D'Arthur Penn avec Graig Wasson, Jodi Thelen, Michael Huddleston, Jim Metzler, Reed Birney.

Je dois tout d'abord dire qu'il est indispensable de voir ce film en V.O. la version française étant particulièrement mal doublée, et ceci contrairement à une tendance actuelle qui porte les maisons de distribution à une recherche, tant dans le choix des voix de qualité égale à celles des interprètes que dans la technique même du doublage.

Ceci posé, « Georgia » n'est pas un mauvais film malgré une mise en scène à la Kazan et un démarquage flagrant de « Voyage au bout de l'Enfer ».

Et le fait de traiter une période se situant il y a 20 ans, n'implique absolument pas la nécessité de « faire du cinéma » comme on en faisait alors.

« Tête à Claques »

De Francis Perrin avec Francis Perrin, et Fanny Cottençon

Ce film n'est pas aussi mauvais qu'il en a l'air. D'accord, c'est plein de maladresses et de gags écoulés, et au demeurant assez mal joué. Fanny Cottençon est terne et inexistante et Francis Perrin avec sa tête à claques, (c'est lui qui l'a et non sa partenaire) s'agite tant et si bien que l'on en voit pas le temps passer.

Et cela peut être dû à plusieurs raisons : ou bien on est ailleurs, on pense à autre chose, à sa déclaration d'impôts, aux chaussures que l'on doit acheter aux gosses, ou aux retards trop souvent répétés de sa petite amie, ou bien on est quelqu'un sans problème et on pique un petit roupillon et comme l'ambiance est chaude et douillette, on rêve d'une belle histoire ; et lorsque l'on se réveille, on croit que c'est le film et on trouve que ce n'est pas si mal que ça.

Ce qui fut mon cas.

Tennis à Tunis

Ayant sans doute noté la troublante homonymie entre le nom de leur capitale, et celui du tennis, les organisateurs du 1er tournoi open disputé à Tunis, ont travaillé assidûment à transformer ce hasard euphonique en réalité sportive. On craignait qu'un tel pari consistant à organiser un tournoi de ce « sport riche », alors qu'on reste un pays « en voie de développement », soit voué à l'échec.

Mais au contraire, la réussite a été parfaite, tant étaient grands l'enthousiasme et le sérieux des membres du Tennis Club de Tunis.]

Ce n'est qu'un début, car le T.C.T., envisage des projets ambitieux : primo, il s'agit de faire monter les prix du tournoi de 50 000 à 75 000 dollars et ainsi d'entrer dans le circuit ATP (Association du Tennis Professionnel). Ensuite, les organisateurs souhaiteraient que les autres pays d'Afrique du Nord (Algérie et Maroc), fassent de même afin de créer un véritable circuit maghrébin.

Le pari du TCT ne revient pas

seulement à s'accrocher au wagon du grand show mondial de tennis, mais d'assurer les retombées au niveau local. Le tennis tunisien croit fermement qu'il pourra diffuser assez largement ce sport dans les couches moyennes de la population. Mais pour cela, il faut construire des courts. Il faut aussi étudier au mieux les formules permettant d'utiliser les hôtels touristiques en tennis-hôtels, ce qui répondrait d'ailleurs à l'énorme demande d'un tourisme qui ne veut plus se cantonner dans la « simple bronzette ».

Par ailleurs, on pourrait intéresser l'initiative privée, (qui créerait des emplois), une subvention municipale (qui en tirerait des bénéfices), sans parler de la vente du matériel indispensable à ce sport.

Bref, le tennis africain pourrait connaître un important développement au cours des années 80. Il lui faudrait éviter de se faire récupérer par certains sponsors touristiques, dont je tairais ici les noms pour leur « éviter une publicité gratuite » ...



Football 13^e Coupe d'Afrique des nations

« AFRICA-AFRICA »

L'Algérie et le Cameroun, déjà qualifiés pour le Mondial 82 en juin en Espagne, seront de la fête et font figure de favoris. Les autres concurrents seront : la Lybie (qualifiée d'office en tant que pays organisateur), le Nigéria (détenteur du trophée), la Tunisie, le Ghana, la Zambie et l'Éthiopie.

Ces huit formations seront réparties en deux groupes qui évolueront dans les deux plus grandes villes lybiennes. A Benghazi, nous aurons le groupe le plus équilibré avec la Lybie, la Tunisie, le Cameroun, le Ghana.

A Tripoli, Algérie, Nigéria, Éthiopie, Zambie.

Rappelons que la coupe d'Afrique des Nations est placée sous l'égide de la C.A.F. (Confédération africaine de football). L'organisation de l'épreuve est assurée par le pays hôte. Cette coupe demeure la plus prestigieuse compétition africaine et la plus convoitée. Pour détenir définitivement le trophée fourni par la CAF, il suffit de l'emporter à trois reprises. Un seul pays saura réussir jusqu'à présent à s'imposer à trois reprises, le Ghana en 1963, 1965, et 1972.

Au palmarès de cette coupe africaine, ni le Cameroun, ni l'Algérie ne figurent. Ils ont néanmoins atteint une finale, le premier nommé en 1972; face au Congo, le second contre le Nigéria en 1978.

Camerounais et Algériens devraient confirmer la domination exercée cette saison sur le football africain. Il faudrait qu'ils rappellent leurs joueurs évoluant à l'étranger pour éviter d'éventuelles surprises. Mais voilà, il y a un hic ! Est-ce que les clubs professionnels au sein desquels évoluent ces joueurs accepteront de se libérer pour disputer cette 13^e Coupe d'Afrique des Nations ?

Le Cameroun aura dans son groupe de Benghazi à se méfier sérieusement de la Tunisie, bien que celle-ci doive sa qualification au forfait de l'Égypte. Les Tunisiens possèdent une grande expérience des matches internationaux. Tarak Diab, le meneur de jeu et grande

révélation du dernier mondial en Argentine, est toujours là fidèle au poste. Il sera secondé par Benyahya, chef de file de la nouvelle génération. La Tunisie, bénéficiera du soutien de ses supporters, puisqu'environ 60 000 tunisiens travaillent en Lybie, et d'autres n'hésiteront pas à franchir la frontière pour encourager leur équipe.

La Lybie évoluera quant à elle devant son public et fera de son mieux pour accrocher les têtes de série à son palmarès.

Dans l'autre groupe, une confrontation entre l'Algérie et le Nigéria, est attendue avec une certaine impatience. Le Nigéria, qui n'a pas digéré son élimination du Mondial 82 pour l'Algérie (0-2, 1-2) aura à effacer cette humiliation avec une équipe et une direction technique très remaniées. Cette 13^e coupe d'Afrique des Nations me semble des plus ouvertes, tous les concurrents auront une chance certaine de l'emporter. A moins que ... Réponse le 19 mars.

Hocine

Kalule sans forcer

C'est sans forcer son talent que l'Ougandais installé au ... Danemark (Brrr...!) Ayub Kalule a battu vendredi 26 février à Copenhague, le champion de France des poids moyens, Roger Chinon. Le français s'est fait malmener dès les premières reprises, mais a su se ressaisir par la suite, ce qui lui a évité un K.O.

devant ce redoutable puncheur.

Cette défaite aux points a été qualifiée de prometteuse dans le camp français qui envisage de mettre sur pied très prochainement, le championnat d'Europe des poids moyens entre le britannique Tony Sibson (le tenant du titre et classé 2^e poids moyen mondial) - Roger Chinon.

Athlétisme : Olson (5,74 m)

« wSans Frontière » continue à suivre de près (centimètre par centimètre), les performances de ce perchiste américain. Il n'arrête pas en effet de battre les records. Après avoir réussi 5,65, vendredi 26 février à New-York aux championnats des Etats-Unis en salle, il s'est permis de sauter samedi soir à Kansas-City, et d'améliorer d'un centimètre la meilleure performance mondiale en salle (5,74m) établie

par lui-même huit jours auparavant à San-Diégó. Ces 5;74 m constituent le quatrième record en salle de Bill Olsoncet hiver. A chaque fois il a sauté un centimètre de mieux que l'ancienne meilleure performance mondiale en salle que détenait le français Thierry Vigneron, au seuil de la saison hivernale avec 5,70 m. Décidément, le décimètre n'a pas de frontière pour ce perchiste.

Tournoi du Caire : victoire de l'australien Drewitt

L'Australien Brad Drewitt a remporté aisément dimanche le tournoi de tennis du Caire, comptant pour le grand prix et dote de 75 000 dollars, en battant en finale l'Italien Claudio Panatta 6/3, 6/3.

Le joueur Australien n'a eu aucun mal à vaincre son adversaire au cours d'un match qui a duré à peine un peu plus d'une heure et qui ne s'est caractérisé par aucun échange vraiment spectaculaire.

Le double messieurs est revenu aux américains Gitlin et Guerfein qui ont battu difficilement les frères Gunthardt (Suisse), 6/4, 7/5.

Les internationaux de tennis du Caire n'ont pas attiré cette année un grand nombre de spectateurs, probablement en raison du niveau de jeu très moyen et également en raison d'un vent poussiéreux qui a sévi presque toute la semaine.

AFP

Les revenants

La nomination de M. Mahiedine Khalef au poste d'entraîneur de l'équipe nationale Algérienne de football a été confirmée officiellement, dimanche soir, à Alger.

D'autre part, Rachid Mekhloufi, ancien joueur de l'A.S. St-Etienne, a été désigné à la tête de la direction nationale du football Algérien.

Enfin, les trois entraîneurs qui étaient auparavant chargés de l'équipe nationale figurent à nouveau sur l'organigramme, les Algériens Maouche et Saadane en qualité d'entraîneurs adjoints, et le soviétique Rogov au titre de conseiller technique.

Publicité

Algérie

20 ANS



VIENT DE PARAITRE EN LIBRAIRIE

280 pages 55F (diff. Le Seuil)

Mémoire. Pour beaucoup de Français, l'Algérie c'est là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, terre d'enfance, terre des origines. Pour d'autres, l'Algérie est demeurée scandale ou devenue résignation. Nostalgies équivoques. Ils disent encore « notre » en parlant d'elle.

Présent... Pour les Algériens, l'Algérie au présent est l'aboutissement d'élans, d'espoirs, de tentatives, de recherches, de doutes, d'échecs... Car ils ont voulu tout faire : révolutions agraire, industrielle, culturelle, internationale... Et ils s'affrontent sur le choix du modèle de société, la place des femmes, de l'Islam et des minorités nationales.

autrement

4 rue d'Enghien 75010 Paris tél: 7701250

sorties

MEETINGS

CARAIBES : L'association pour la Promotion des Cultures de la Caraïbe, avec le concours des Editions Caraïennes, organise le samedi 6 mars à 20 heures, à l'Ageca un exposé-débat avec l'éditeur et poète John La Rose, sur la Condition des Noirs en Grande Bretagne, à l'occasion de la 1ère Foire Internationale du livre noir radical et du Tiers-Monde qui se tiendra à Londres début avril.

L'ADAP : Association pour la diffusion, l'adaptation, et la préformation, vient de publier une méthode pour « l'apprentissage du Français Oral Courant » et un autre livre « Technologie de l'Outils » destiné à la formation des formateurs. Vous pouvez les commander au service de diffusion, 21, rue des Malamaisons - 75013 Paris.

T^r (1) 585 73 12.

L'ICEI : Organisme gouvernemental (Information, Culture, Immigration) vient de produire un film en 16 mm et en couleur consacré aux musiciens immigrés. Il sera projeté le 11 mars, 43 bis rue des entrepreneurs - 75015 Paris.

Tél : 575 62 32.

EDITION : Jazouli Adil vient de publier ses recherches conduites sous la direction d'Alain Touraine. « La nouvelle Génération de l'Immigration Maghrébine », et sur la constitution d'un nouvel « acteur social ». Une brochure de 44 pages que vous pourrez vous procurer au 46, rue de Montreuil - 75011 - Paris.

Tél : 372 49 34.

FEMMES : débat. L'Association A.A.A.G. (Action Femmes Antilles-Guyane) organise le 6 mars 1982 de 10 heures à 20 heures à la Maison d'Outre-Mer - 67, Bd de Clichy - 75009 Paris. Métro Place Clichy et Blanche. Une journée des « Femmes Antillaises et Guyanaises » dans le cadre de la journée internationale de la femme.

FEMMES ALGERIENNES ET MAROCAINES : Organisent à l'occasion de la journée internationale de la Femme, le 7 mars 1982 un Forum Débat, fête pour les femmes (Forum non-mixtes) sur le code de la famille et la situation des femmes dans les pays arabes avec Naoual Saadaoui.

Au programme quatre Forum.*

Le code de la famille, les femmes en Iran, l'immigration, les femmes en Turquie.

Le 7 mars de 16 heures à minuit à l'école supérieure d'Architecture 254, Bd Raspail. Métro Raspail.

DEBAT : La section LICRA de Boulogne-Billancourt vous invite à participer à sa conférence débat du 10 mars 1982 à 20h30 animée par Me Patrick Quentin sur le thème **Le racisme et la loi** : témoin ou victime, comment agir ? Au centre culturel de la Bellefeuille Métro Marcel Sembat. Entrée libre.

DU 8 au 20 MARS 1982, le Centre Culture 17, 47 rue de Saussure 75017 tél. 227 68 81 présente une exposition photos de Michel et Andrée Hirlet. Coupes et murs de faïence à Samarkand, Khiva et Boukhara.

EXPOSITION PHOTO : Une exposition photo-vidéo sur le thème « fou, voyou » ; organisée par l'association de culture berbère à la Maison des Amandiers, 110, rue des amandiers - 75020 Paris. L'exposition se tiendra jusqu'au 24 mars. Il y aura aussi du théâtre et de la musique berbère.

LA REVUE AUTREMENT vient de publier un numéro « Algérie 20 ans » faisant le bilan des vingt années d'indépendance : le point sur l'Algérie d'aujourd'hui. Le regard que portent les Algériens, vingt-ans après, sur le capitalisme, sur l'Islam.

A cette occasion, Autrement et Sans Frontière organisent un débat autour du thème **L'Algérie Aujourd'hui**, le jeudi 25 mars 1982 au relais de Ménilmontant, 85 bis rue de Ménilmontant, 75002 Paris. A 18h30, ils souhaitent que de nombreux jeunes Immigrés Algériens participent au débat. Le numéro d'Autrement sur l'Algérie est proposé à prix réduit 45 F au lieu de 55 francs à toute personne désirant préparer activement à ce débat. S'adresser à Autrement, 4 rue d'Engein, 75010 Paris. 770 12 50.



THEATRE

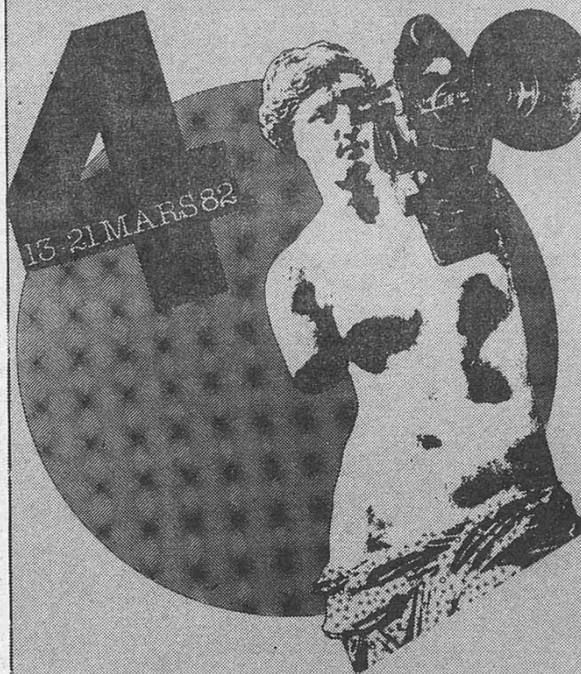
NACER KHEMIR raconte les Mille et une Nuits. Grand Foyer. Du 2 au 26 mars 18h15 et 14h30. Relâche le dimanche et mardi. Il racontera chaque fois une nouvelle histoire à ceux qui viendront s'asseoir autour de lui. Il a prévu 25 heures de récits. Qu'est-ce qu'il va raconter ? Il faut chercher dans ces contes, un grain des 25 heures de Nacer Khemir... Les Mille et une nuits ne sont pas loin.

NEDJMA : Théâtre de chez vous. Au Centre d'Animation Chemin de la Mouette, samedi 6 mars à 20h30, Nedjma présente « Le Cirque d'Amar » à Castelnaw, Nedjma toujours...

AU CENTRE CULTUREL, 2 rue de l'Eglise, à Meudon, le 12 mars à 20h45, la troupe rejoue « Le Cirque d'Amar ».

VENISSIEUX... Au théâtre de la Satire. « Le cirque

FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES



LES GEMEAUX

Centre d'Action Culturelle 49 avenue Clémenceau 92330 Sceaux tél. 660 05 64

Du 13 mars au 21 mars prochain, se tiendra au Centre d'Action Culturelle Les Gémeaux, à Sceaux, le quatrième festival international de films de femmes. Ce sera encore une fois pour les femmes, les hommes, les passionnés du cinéma de se rencontrer, de discuter dans une ambiance chaleureuse. Ce festival unique en son genre draine d'années en années plus de spectateurs et permet un échange entre les réalisatrices venues de tous les pays et le public.

Rappelons que ce festival qui est donc le quatrième, n'a rien à voir avec le festival qui se déroule à Paris même

organisé par la Librairie des Femmes.

Pendant neuf jours à Sceaux on pourra donc voir une sélection internationale de 30 films de fiction, réalisés depuis deux ans et inédits en France, une section « voir et revoir » comportant 4 ou 5 films réalisés par des femmes et mal diffusés en France, une rétrospective consacrée à la réalisatrice soviétique morte en 1980, Larissa Chepitko et des documentaires. Un prix du public sera désigné à la fin du festival.

Les Gémeaux, 49 avenue Clémenceau, 92330 - Sceaux, Tél : 660 05 64

ASSOCIATION pour le Développement des Echanges Artistiques et Culturels (A.D.E.A.C.) ont le plaisir de présenter « The Nairobi University Players », groupe théâtral Kenyan dirigé par Jhon Ruganda.

Deux pièces seront présentées en alternance à Paris, jusqu'au 7 mars 1982, au Théâtre des 400 coups. 74 rue du Cardinal Lemoine. 75005. Tél. 633 01 21. « The Island » de Athol Fugard. « Music without Tears » de Jhon Ruganda. Une tournée sera également organisée dans diverses Universités de France.

MUSIK

Centre Culturel Américain : 261 bd Raspail, M° Raspail, présente le vendredi 12 mars « source dans le jazz » et la nouvelle musique avec Hugh Lewick et le groupe Muyo.

DUNOIS : 28 rue Dunois, M° Nationale, présente vendredi 5 et samedi 6 mars : Fred Frith (guitare), Phil Minton tempo, voix).

Trois soirées de guitare classique :

Jeudi 11 mars à 20h30, Françoise Goudot et Bernard More.

Vendredi 12 mars à 20h30 : Brigitte Palisson et C.

Henri Benetteau.

Samedi 13 mars à 20h30 : Cithara ARs Nova.

D'autres Associations Immigrés y participent : Le groupe folklorique Fleur du Portugal, ainsi que l'Union Franco-Portugaise de Ménilmontant, le groupe de musique El-Jamahir, pour tous renseignements au Ménilmuche, 46 rue de Ménilmontant - 75020 Paris. Tél (1) 636 14 24.

Mercredi 10 et jeudi 11 mars : Bidon K Percussions.

Vendredi 12 mars, Steve Warring solo.

Trio : Christian Rollet/Louis Scavis/Maurice Merle.

Samedi 13 mars : Bobby Few « Chinese solo » (piano solo).

Dimanche 14 mars Bekumernis.

CENTRE CULTUREL 17, 47 rue de Saussure, 17° Paris. Tél. 227 68 81. Métro Villiers. Places à 20 et 25 francs.

STAGE DE VOIX : animé par Jacqueline Sandra, travail de respiration et de relaxation pour une recherche de l'expression vocale... du murmure à la voix projetée... Les vendredis et samedis de 10h. à 14 h. Du 5 au 27 mars, à la Forge, 18-20 rue de la Forge Royale. 75011 Paris. Tél. 371 71 89.

d'Amar », 16 et 17 Mars, matinées.

VIGNEUX (91). La troupe Nedjma, présente « Amachou », les 20 et 21 mars à 15 Heures (qu'est-ce qu'elle travaille, Nedjma).

SAINT-HERBLAIN : à la Maison pour Tous. Spectacle et stage les 12 et 13 mars avec le ballet Kodja.

ANNONCES

CHERCHE T.V. noir et blanc ou couleur, pas chère, accepte même gratuite. Tél. à Abdel au journal : 278 44 78.

CINEMA : Le ciné-club de la Maison de la Goutte d'Or, dimanche à 14 heures « les déracinés de l'algérien Lamine Merbah ». L'entrée est à 7 Francs.

10, rue Affre - 75019 - Paris Métro Crimée. Tél : (1) 241 50 80.

A 26 ANS, diplôme de professeur adjoint d'éducation physique en poche, je me retrouve en taule pour un an encore. Si vous pouvez m'aider à envisager l'avenir autrement qu'en noir, écrivez-moi. J'ai fumé du hasch et voilà. Qui que vous soyez, si vous avez quelque suggestion pour me tirer de là, me permettre de sortir en conditionnelle, me remonter le moral, m'aider matériellement, j'attends votre courrier. Ouchik Chérif. 205 169-C 108-42, rue de la Santé, 75674. Paris Cédex 14

Rasta cherche musicien de reggae. Guitariste solo, batteur, bassiste, ou percussionniste. Tél : 820 82 74

PHOTO : Si vous voulez le Poster de l'Equipe Nationale qui représentera l'Algérie au Mondial. Ecrire au Journal et envoyez chèque de 25 F.



A l'occasion du 8 mars, journée internationale de la femme, la Coordination des Femmes Arabes à Paris (Algériennes, et Marocaines) organise le dimanche 7 mars un débat sur la condition des femmes dans le monde arabe. Il y sera notamment question des Codes de famille en vigueur dans ces pays ou en voie d'être appliqués comme en Algérie.

Deux invitées, Naoual El Saadaoui et Assia Djebar répondront à vos questions.

Cette rencontre qui aura lieu au 254 Bd Raspail, sera non-mixte.

JEUX ET MOTS CROISES

Par Hartman

Solution grille n° 40

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
B	E	N	I	M	T	O	G	O	
U	R	U	G	U	A	Y	R	U	
R	I	E	N	G	R	I	E	B	
U	N	A	N	N	O	N	C	A	
N	C	R	U	E	L	E	N		
D	O	R	E	A	U	D			
I	S	E	O	U	E	N	Z	A	
S	O	R	T	P	I	E			
T	U	N	I	S	I	E	L	E	
A	N	F	U	R	E	T	E	R	

Grille n° 41

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

HORIZONTALEMENT :

- Poète Arabe. - Lettre grecque.
- Magistrat. - Vente à l'en-chère.
- Publie. - Vagabonda.
- Eau de toilette. - Vieux parler.
- Petit anneau.
- Fleuve français. - Irlande. - Laize.
- Note. - Salpêtres.
- Preste. - Ville Roumaine.
- Nuit. - Mal d'oreille.
- Maladie infectieuse.

VERTICALEMENT :

- Ville d'Algérie. - Bière.
- Sport. - Capitale Africaine.
- Fiévreux. - Facile.
- Reprend. - Article.
- Matière colorante.
- Note. - Fondateur de l'oratoire. - En trop.
- Paru. - Pierre d'aigle.
- Acte de justice. - Voie.
- Asséché. - Agile.
- Insensibilité à la douleur.





Communiquer (du latin communicare : mettre en commun, partager), est le privilège des élites de notre monde. Et pourtant, une saine communication entre les hommes à la base, entre les peuples permettra des progrès prodigieux dans le développement en vue du développement d'abord de l'homme lui-même et de la société dans laquelle il vit.

La voix inaudible

Le manque de communications n'est sûrement pas étranger aux résultats pour le moins limités obtenus dans l'action internationale contre la domination des pays dits en développement par les pays industriels.

Depuis près d'un quart de siècle que nos pays existent en tant qu'entités politiques « souveraines », les influences dominantes des puissances étrangères au plan économique, scientifique, technique, militaire, social, culturel, etc... sont rémanentes.

C'est-à-dire que l'indépendance politique est minée par les autres dépendances qui sont surdéterminantes et qui sont liées à la division internationale du travail qui fait de nos pays des « réservoirs » de matières premières et des « déservoirs » de produits manufacturés. Cette division du travail ne manque pas d'entretenir la dépendance intellectuelle et donc culturelle des élites de nos pays qui courent toujours le risque de reproduire les schémas préconçus qu'ils ont reçus. La difficulté réside dans le manque de moyens capables de révéler à nos sociétés leur propre identité.

Un de ces moyens - entre autres - est la communication en général et l'information en particulier.

La communication est aujourd'hui le fruit d'un « échange inégal » entre « partenaires » inégaux et l'entrelacement des peuples qui est une conséquence du progrès technique semble pérenniser cette situation. Nous vivons à une époque où les hommes sont devenus contemporains de l'événement ce

qui se passe dans un pays aussi éloigné soit-il est connu et révélé dans les minutes qui suivent. Ceci montre l'importance de l'information à l'heure qu'il est dans les relations entre les états et à travers eux, entre les hommes. C'est dire aussi les enjeux qui se profilent derrière ce phénomène de

notre temps. Il est évident que si les hommes de chaque pays étaient un tant soit peu alertés des grands problèmes de notre monde qui ont nom : surarmement, faim, misère, analphabétisme, chômage, racisme, injustices économiques, destruction de l'environnement, pillage du tiers-monde etc..., une voix inaudible susciterait en eux une volonté de les résoudre qui ne s'embarasserait nullement de considérations académiques...

On ne s'étonnera donc pas des déséquilibres et inégalités entretenus en matière d'information par ceux qui détiennent la richesse, les technologies, les infrastructures appropriées qui leur permettent de maintenir et d'étendre leur domination. Beaucoup d'instruments

déclaration politique de Colombo d'août 76) fait toujours l'objet de furieuses controverses surtout lorsqu'il est question des applications concrètes à donner à ce principe. Quand on sait que quatre agences de presse : Associated Press, UPI, REUTER, et AFP contrôlent 90 % des informations dans le monde (chiffre cité dans le rapport Mac Bride) et que ces agences appartiennent toutes au monde occidental, on peut avoir une idée du déséquilibre qui existe au niveau de la collecte et de la diffusion des informations.

Et puisque celles-ci commandent les décisions économiques et politiques dans un monde où les motivations sont diverses et souvent adverses, on comprend l'enjeu des moyens de la communication.

de l'image du Tiers-monde liée aux conditions même d'élaboration de l'information. L'ennui étant que cette fausse information est véhiculée dans le Tiers-monde. On comprend mieux ainsi, pourquoi certains pays ne s'empressent pas de discuter de la radio-diffusion et de la télédiffusion directes auxquelles ils opposent le sacro-saint principe de la non-ingérence.

Les professionnels redoutent quant à eux la restriction de la liberté d'information sous le prétexte du « rééquilibrage » qui aurait pour conséquence de réduire les entrées d'information, c'est-à-dire le contrôle des états, cependant ils ne nient pas la nécessité de décoloniser l'information.

Un autre sujet d'affrontement est le rôle des sociétés transnationales, qui, par leurs transferts de capitaux et de techniques ainsi que par les produits de consommation socio-culturels créent des désirs virtuels qui influent sur les habitudes de consommation des sociétés dans lesquelles elles s'établissent par « l'effet de démonstration », et donc entretient l'aliénation culturelle. Ceci fonde la nécessité de mettre sur pied des nouveaux modèles de communication qui s'inspirent du pluralisme culturel, car la réalité de notre monde, c'est la diversité ; et le paradigme uniformisant qui domine aujourd'hui ne peut conduire qu'à l'affrontement au plan international avec toutes ses conséquences.

Il devient de plus en plus impérieux de susciter la réflexion dans le Tiers-Monde, de façon à asseoir des stratégies communes qui permettraient à nos différents peuples de se révéler à eux mêmes et de devenir ce qu'ils sont, car au rythme où vont les choses, la diplomatie du cavalier et de sa monture dont le monde actuel est le miroir risque d'être irréversible... Mais qui tirera profit d'un monde en tension permanente ?

Tafsir Malick Ndiaye.

Juriste Sénégalais, responsable à l'Association des jeunes juristes Africains.

« Circulation libre et équilibrée »

juridiques relatifs aux droits de l'homme (déclaration universelle de 48, pacte international relatif aux droits civils et politiques de 66, charte constitutive de l'UNESCO, etc...) mettent cependant en avant des principes tels que la liberté d'information et la libre circulation de celle-ci. Seulement Lacordaire nous a enseigné depuis longtemps que quand deux forces de poids inégal sont en présence, la liberté opprime toujours et c'est la loi qui libère. C'est ce qu'ils ont compris les PVD quand ils revendiquent une « circulation libre et équilibrée » de l'information. Cette revendication dont le mouvement des non-alignés s'est fait le grand champion depuis sa quatrième conférence au sommet (sept 73) à Alger jusqu'au sommet de Colombo (cf la

L'affrontement qui commence dans les années 70 se poursuit de nos jours. Les acteurs sont divers et dissemblables. Ils vont des états aux institutions spécialisées en passant par les chercheurs, les associations professionnelles, jusqu'aux mouvements politiques, etc...

D'un côté, on trouve les P.V.D. soutenus par des groupes à l'intérieur des pays industrialisés qui mettent à nu l'utilisation par les états puissants de leur avance technologique pour les dominer culturellement et idéologiquement. Cette pollution culturelle portant atteinte à leur identité culturelle, ces pays dénoncent à juste titre la tendance monopolistique et oligopolistique de l'information (les 4 agences citées + l'agence Tass) et sa déformation